

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE1 : APPROCHE THEORIQUE SUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT.....	5
Section 1 : La physiocratie : l'agriculture comme seule source de richesse	7
Section2 : Théories sur le développement.....	11
Section3 : Les liens entre l'agriculture et le développement.....	14
CHAPITRE2 : POLITIQUES DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR	24
Section1 : Politique de promotion des rizicultures durant la première République.....	26
Section 2 : Politiques agricoles durant la deuxième république.....	27
Section 3 : Politiques durant la troisième république.....	32
CHAPITRE 3 : ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	45
Section1 : Les contributions de l'agriculture malgache à l'économie (PIB et devises) et aux ménages	46
Section 2 : Les défaillances de l'agriculture malgache : la faible productivité, la lenteur du développement de l'agro-industrie, une insécurité alimentaire.....	49
Section 3 : Education, renforcement du capital humain et développement	52
CONCLUSION GENERALE	61
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	64
ANNEXES	66

INTRODUCTION GENERALE

Contexte

Pour les pays en développement comme Madagascar, le secteur agricole est au cœur de l'économie. A Madagascar, 79,7% de la population se trouve en milieu rural (INSTAT, 2011). L'agriculture emploie la majeure partie de la population. 80,5% des familles malgaches sont réparties au sein de près de 2,5 millions d'exploitations agricoles (INSTAT, 2011). L'économie de Madagascar repose essentiellement sur l'agriculture. L'agriculture comptait 26 % du PIB (Banque mondiale, 2010). L'agriculture, excluant la pêche et l'élevage, constitue environ 15% du PIB courant de Madagascar (Banque mondiale, 2010). Ainsi, mettre une importance sur l'agriculture est un moyen de développement. Depuis l'Indépendance, des politiques agricoles ont été établies pour amorcer le développement mais la pauvreté persiste et continue de sévir surtout dans le milieu rural. Selon les résultats de l'EPM (2010), 76,5 % de la population malgache se trouve dans la catégorie pauvre, 56,5% dans la pauvreté extrême, soit plus de 11 millions de personnes. C'est en milieu rural que le ratio de pauvreté extrême demeure le plus élevé, avec un taux de 62,1%, contre 34,6% en milieu urbain (INSTAT, 2011). Le secteur agricole demeure le moins dynamique. L'agriculture de subsistance règne sur l'exploitation, l'agriculture commerciale n'existe guère. 70% des agriculteurs sont des petits exploitants (INSTAT, 2011). Chacun des agriculteurs produit pour leur propre besoin et survie. 54,3% des récoltes sont pour l'autoconsommation et 25,8% seulement pour la vente (INSTAT, 2011). Jusqu'à présent, vu le faible rendement agricole (2,5 t/ha pour le riz), l'agriculture malgache se situe encore dans une phase de sous développement, la grande exploitation comme à l'époque coloniale n'existe guère (INSTAT 2011). Les moyens exploitants comptent 23,3% des agriculteurs et 4,8% pour les grands exploitants (INSTAT, 2011).

Problématique

Malgré ces caractéristiques de l'agriculture malgache, elle est considérée comme déterminante du développement économique et social. « **Comment et dans quelle mesure l'agriculture constitue t-elle un moteur du développement?** » Ce qui nous amène à poser l'hypothèse suivante: exploitation agricole, moteur du développement.

Sur le plan théorique, l'agriculture se présente comme un levier du développement. L'agriculture, selon les physiocrates constitue la seule activité productive. La base de développement d'un pays s'articule sur la modernisation ou développement de l'agriculture, en termes de croissance. C'est le fondement même d'un décollage économique selon Timmer (2009). Bairoch (1992), en analysant le processus de la révolution industrielle, a montré le rôle d'activité motrice de l'agriculture dans le démarrage occidental. Sur le plan politique, l'agriculture constitue un potentiel à exploiter pour les pays à vocation agricole et en voie de développement comme Madagascar.

Méthodologie

La méthode d'analyse utilisée et appliquée est la suivante : une revue de littérature pour le cadrage théorique et une étude empirique qui se focalise sur le cas de Madagascar. La revue de littérature permet de confirmer théoriquement que l'agriculture est un moteur du développement. En premier lieu, le passage d'une agriculture de survie à une agriculture industrielle mercantile montre les différents changements constatés au niveau de l'agriculture mondiale. Ces changements ont été reliés à des enjeux tels que la nourriture des être vivants, la performance économique et la stabilité de l'environnement. Puis, la conception des physiocrates sur le produit net sera analysée. Les revues consultées sont l'ouvrage de Mazoyer et Roudart (2002) et celui de Quesnay (1756). En second lieu, cette revue se basera également sur les théories de développement. Le modèle du développement linéaire de Rostow (1962) défend l'idée de développement en tant que processus historique comportant cinq phases. Il sera suivi de l'analyse du dualisme entre le secteur traditionnel et le secteur moderne de Lewis (1954). En troisième lieu, cette revue se termine par les débats théoriques sur les liens entre l'agriculture et le développement. Les revues bibliographiques consultées sont l'ouvrage de Schultz (1964), de Kuznets(1966), de Bairoch (1992), et de Timmer (2009). Une revue des politiques agricoles malgaches depuis 1960 à nos jours et de l'impact de ces politiques sera présentée afin de pouvoir vérifier l'hypothèse retenue dans la revue de littérature. Les articles et les documents du MAEP, de la Banque mondiale ont fourni les données nécessaires dans cette étape. L'étude empirique se termine par l'analyse de la contribution du système éducatif au développement. Cette étude s'appuie sur les données de l'INSTAT, de la FAO, de l'UNICEF et de la Banque Mondiale.

Plan détaillé

Ce mémoire contient ainsi trois chapitres.

Le premier chapitre consiste à une approche théorique sur l'agriculture et le développement. Le passage d'une agriculture de survie à une agriculture industrielle mercantile montre les enjeux de l'agriculture sur la nourriture des êtres vivants, la performance économique et la stabilité de l'environnement (Mazoyer et Roudart, 2002). L'agriculture étant la seule activité productive (Quesnay, 1756) (section1), le développement constitue un processus historique comportant cinq étapes (Rostow, 1962). Et dans la deuxième étape, il existe un dualisme entre le secteur traditionnel et le secteur moderne (Lewis, 1954) (section 2). La productivité agricole doit surtout augmenter à travers la transformation agricole (Schultz, 1964) afin que l'agriculture puisse exercer un effet d'entraînement sur les autres secteurs (kuznets, 1966). Bairoch (1992) présente cet effet d'entraînement à travers l'analyse des incidences de la révolution agricole en Occident. Selon lui, la révolution agricole est le moteur premier de la révolution industrielle. La progression de l'agriculture encourage ainsi la transition structurelle (Timmer, 2009). Selon Timmer, (2009), il est important d'insérer une politique agricole dans la stratégie de développement (section3).

Le second chapitre se focalise sur les politiques de l'agriculture et de développement de Madagascar. Les diverses politiques agricoles depuis l'indépendance suivant le régime seront présentées pour déterminer les impacts de ces politiques sur le développement. Ce chapitre se divise en trois sections. La première relate la Politique de promotion des rizicultures durant la première république. La deuxième section concerne les politiques agricoles durant la deuxième république. Il s'agit d'une part, de la politique agricole révolutionnaire depuis 1975 et d'autre part, le Plan de développement agricole dans le cadre de l'ajustement structurel. La dernière section expose les politiques agricoles durant la troisième république. D'abord le Plan de développement Rural durant la période 1994 – 2000. Puis le Programme National pour le Développement Rural (PNDR) en 2005. Enfin la récente politique de développement rural dans le cadre du MAP. Les résultats obtenus traduisent l'échec de ces politiques. Ces politiques agricoles présentent une défaillance en matière d'éducation.

Le troisième chapitre analyse la contribution du système éducatif au développement de Madagascar. Il comporte trois sections. La première section présente les contributions de l'agriculture malgache à l'économie et aux ménages. La deuxième section se focalise sur les défaillances de l'agriculture malgache. La troisième section expose la relation entre éducation, renforcement du capital humain et développement.

CHAPITRE1 : APPROCHE THEORIQUE SUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT

Introduction du chapitre 1

Les PED, y compris Madagascar sont caractérisés par leur retard en matière de développement. Ces pays affichent un niveau de développement faible. Le Nigéria, par exemple, a un IDH de 0,471, la Côte d'Ivoire 0,432 (PNUD, 2013). Pour Madagascar, l'IDH est de 0,483 (PNUD, 2013). Ces pays sont cependant considérés comme à vocation agricole. L'objet de ce chapitre consiste à démontrer théoriquement que l'agriculture est un moteur du développement.

Ce chapitre est subdivisé en trois sections. La première section relate la physiocratie démontrant l'agriculture comme seule source de richesse. Cette section est marquée par deux étapes essentielles. La première concerne le passage d'une agriculture de survie à une agriculture industrielle mercantile. La deuxième met en exergue la place de l'agriculture dans la pensée économique, en particulier la physiocratie fondée sur la terre productive et l'« ordre naturel ». La perception physiocratique est connue comme la plus attachée à l'agriculture. La deuxième section concerne les théories sur le développement. Les théories essentielles du développement se rapportent à celle de Rostow (1962) mettant en relief le développement en tant que processus historique comportant cinq phases et celle de Lewis (1954) caractérisée par le dualisme entre le secteur traditionnel et le secteur capitaliste. Et la troisième section se rapporte sur les théories démontrant les liaisons entre l'agriculture et le développement. Des auteurs ont avancé des théories sur les liaisons entre l'agriculture et le développement. Selon Schultz (1964), dans les pays où la part de l'agriculture est encore importante (les PED), la transformation agricole a un impact sur la croissance économique. Kuznets (1966) a développé les relations d'interdépendance du développement agricole et de l'économie. Bairoch (1992), en analysant le processus de la révolution industrielle en Occident, rapporte que cette révolution n'est jamais déclenchée sans la révolution agricole. Timmer (2009) souligne le fait que l'agriculture joue un rôle moteur de la transition structurelle et dispose la capacité à pousser l'industrialisation avec le déclin progressif de la part du PIB agricole dans le PIB total.

Section 1 : La physiocratie : l'agriculture comme seule source de richesse

Cette approche comporte deux étapes. La première démontre les différents changements dans l'agriculture. La deuxième se rapporte sur la place de l'agriculture dans la pensée économique.

1.1. Le passage d'une agriculture de survie à une agriculture industrielle mercantile

L'histoire de l'agriculture du monde, développée par Mazoyer et Roudart (2002), démontre le passage d'une agriculture de survie à une agriculture industrielle mercantile. Les différents changements ont été reliés à des enjeux tels que la nourriture des être vivants, la performance économique et la stabilité de l'environnement. Six changements majeurs sont mentionnés par Mazoyer et Roudart (2002) l'agriculture sédentaire, la fertilisation dans l'antiquité, le labour au moyen âge, l'agriculture aux « Temps modernes », la mécanisation de l'agriculture à la fin du 19e siècle et la motorisation, standardisation des techniques et de la productivité au 20^e siècle

a. L'agriculture sédentaire au Néolithique

L'agriculture a fait son apparition au néolithique. A cette époque, l'agriculteur a d'abord semé des graines de céréales sauvages, puis des « graines domestiquées ». La sédentarisation a suscité à la découverte des outils pour la récolte. Cette époque est marquée par la pratique des cultures sur brûlis. Elle a pour rôle de subvenir aux besoins alimentaires des populations croissantes.

b. La fertilisation dans l'Antiquité

Les hommes de l'Antiquité ont pratiqué la jachère. Suite aux cultures sur brûlis, les terres deviennent infertiles, et ils ont mis en pâture ces terres. Les hommes de l'Antiquité ont commencé à utiliser des petits matériels, la bêche, la houe, et l'araire afin de favoriser la germination des cultures. Ce deuxième changement concerne la nécessité d'équilibrer le sol et l'amélioration technique.

c. Le labour au Moyen Âge

L'époque du Moyen Âge est caractérisée par la diversification des systèmes. La troisième révolution agricole correspond à la fertilisation de la jachère grâce au fumier et au labour. Le labour revêt plusieurs fonctions essentiellement désherber le sol et l'aérer.

D'ailleurs, c'était à cette époque aussi que l'agronomie a fait son apparition. L'intensification de l'exploitation, voire une surexploitation a gagné du terrain et la dégradation de l'environnement a commencé. Ce qui a conduit à une diminution de la production agricole et en même temps une insuffisance de la nourriture face à des populations croissantes.

Cependant, les autres activités ont progressé telles que l'artisanat, le commerce et la sidérurgie.

d. L'agriculture aux « Temps modernes »

L'agriculture aux temps modernes est caractérisée par l'abandon de la jachère et le développement du commerce des produits agricoles. La baisse de la production agricole et la présence des disettes constituent la première crise agricole aux « Temps modernes ». Elle est à l'origine des cultures de fourrages et des légumineuses. Par ailleurs, c'était à cette époque qu'ont commencé la sélection des espèces végétales et animales, l'extension des terres arables, l'accroissement de la biomasse. La productivité s'est améliorée et les disettes ont disparu progressivement. Le commerce des produits agricoles s'est développé également. La première révolution industrielle (l'industrie sidérurgique et minière) a eu lieu.

e. La mécanisation de l'agriculture à la fin du 19e siècle

La fin du 19e siècle est marquée par la mécanisation de la culture. Elle engendre des gains de temps et améliore la production. En outre, grâce aux moyens de transport, les régions isolées sont désenclavées. Par ailleurs, la première crise mondiale de surproduction est apparue. Elle est due à la performance économique des systèmes de production. L'exode rural a gagné du terrain. Le protectionnisme se présentait comme une solution à la crise.

f. La motorisation, la standardisation des techniques et de la productivité au 20e siècle

La deuxième révolution du « Temps moderne » se manifeste par la motorisation, la fertilisation minérale, la sélection génétique animale et végétale, l'insémination artificielle animale ainsi que la spécialisation des exploitations. Elle a renforcé considérablement la production et a favorisé la diffusion de l'innovation. C'est l'époque de la domination des techniques, de la spécialisation des régions et des exploitations, de l'aggravation de la dégradation de l'environnement (pollution du sol, de l'eau et de l'air, etc.), et de la division du travail. Ainsi, la fabrication des moyens de production, la transformation des biens alimentaires et la production des matières premières sont séparées.

Les agriculteurs ne font plus que produire les matières premières. La demande sociale tend vers la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement.

1.2. La place de l'agriculture dans la pensée économique

Cette sous section comporte ce qu'est la physiocratie, un courant de pensée économique. Elle est divisée en trois rubriques. La première concerne la physiocratie de 1756 à 1777, la deuxième relate l'agriculture source de « produit net ». La troisième mentionne le tableau économique.

a. La physiocratie 1756 à 1777

La physiocratie est un courant de pensée économique, ayant comme chef de file Quesnay (1766). Ce courant apparaissait vers la seconde moitié du 18ème siècle et dominait la pensée française pendant un quart de siècle. Quesnay (1766) est réputé être le premier qui a élaboré le modèle quantitatif du circuit économique, à travers le tableau économique publié en 1758.

Leur doctrine est fondée sur la terre productive et l'« ordre naturel ». La pensée physiocratique relève une double caractéristique : d'un côté, philosophique à travers l'analyse de l'ordre naturel, et de l'autre, économique à travers le tableau économique.

Pour eux, la seule et unique source de richesse d'une nation est l'agriculture. Elle est la seule activité capable de produire un surplus appelé « produit net ». Elle crée une richesse davantage qu'elle n'en consomme. L'agriculture fournit non seulement les produits de subsistance, mais elle produit également les matières premières nécessaires dans l'artisanat et dans la production manufacturière.

b. L'agriculture, source de produit net

L'expression « produit net » désigne la somme reçue par le propriétaire de la terre pour l'utilisation de son champ. En d'autres termes, l'agriculture ou le travail de la terre procure ce produit net qui forme « les profits » ou les « revenus ». Le produit net est considéré par les physiocrates comme un don de la nature dégagé par les agriculteurs.

Ainsi, le produit net est attribué au propriétaire foncier, perçu comme revenu. La reproduction annuelle des richesses est assurée par les agriculteurs, qui reçoivent au préalable toutes leurs « avances », l'« investissement ». Le rôle social de la distribution revient au propriétaire. Ainsi, le propriétaire foncier dépense totalement le produit net.

La formule pour calculer le produit net est la suivante :

$$\text{Produit net} = \text{production} - (\text{Avance} + \text{dépenses d'exploitation})$$

c. Le tableau économique de Quesnay (1766)

Dans son tableau économique, Quesnay (1766) distingue trois classes essentielles. La première est la classe productive. Elle est constituée par les entrepreneurs fermiers qui produisent les richesses de la nation, fait les avances et les dépenses des travaux de l'agriculture et verse les revenus des propriétaires fonciers. La deuxième est la classe des propriétaires. Elle concerne le souverain, les propriétaires terriens et les collecteurs d'impôts. Elle reçoit le surplus créé et consomme les biens produits par les autres classes. La troisième est la classe stérile. Elle constitue tous ceux qui effectuent des activités non agricoles, notamment les artisans. Cette classe est caractérisée comme stérile, parce qu'elle ne fait que la transformation des biens existants. Elle ne dégage pas de produit net.

Pour mieux montrer l'intérêt de son tableau économique, Quesnay (1766) a introduit des chiffres qu'il considère comme la production des agriculteurs.

Les agriculteurs produisent des produits agricoles équivalents à cinq milliards. Les deux milliards sont gardés pour garantir leur entretien et pour assurer des avances à la terre, ils vendent trois milliards aux deux autres classes. Cette vente lui permet de verser le produit net et d'acheter à la classe stérile des produits finis, qui serviront d'avances. Selon Quesnay (1766), ces avances diminuent dans la mesure où les taxes des agriculteurs sont trop lourdes, les dépenses non agricoles de la classe stérile et celle des propriétaires foncières sont élevées et le libre échange n'existe pas. Ainsi, les physiocrates sont pour la réforme fiscale afin de favoriser l'agriculture.

Ce tableau présente le processus de production et de reproduction. Il montre que les dépenses est source de production. La reproduction s'opère au cours du processus de circulation qui contribue à l'équilibre du système économique. La circulation permet de déterminer le rapport entre les classes de la société.

Les physiocrates sont les premiers libéraux, en faveur du libre échange. Ils prônent la propriété privée et ils contestent l'intervention de l'Etat dans l'économie. L'ordre naturel qui guide l'économie doit être respecté. Les intérêts individuels et surtout ceux des agriculteurs forment l'intérêt général.

Section2 : Théories sur le développement

Deux rubriques constituent cette étape concernant les théories sur le développement. La première évoque les étapes de la croissance économique de Rostow (1962). La deuxième rappelle le dualisme, le secteur traditionnel et le secteur capitaliste, de Lewis (1954).

2.1. Les étapes de la croissance économique de Rostow (1962)

Cette théorie traite le développement en tant que processus historique comportant des étapes consécutives à savoir, la société traditionnelle agricole, les conditions préalables au démarrage et le décollage du développement, la marche vers la maturité et la consommation de masse.

a. La société traditionnelle agricole

Cette première étape peut-être aussi appelée « pré-newtonienne ». Ni les sciences ni les techniques ne présentent aucun essor. Les activités économiques de la société se concentrent sur l'agriculture. D'ailleurs, cette étape se caractérise par un système de valeur bâti sur le fatalisme ; des connaissances fondées sur la tradition, la routine. La population ne cherche pas alors à améliorer leur condition de vie. Si la terre devient aride, les gens trouvent l'explication dans le destin et non pas dans le mauvais traitement qu'ils ont fait subir à la terre. Dans cette première étape, les us et coutumes ont une importance considérable. Les paysans ignorent les nouvelles modes de culture plus productives et maintiennent la méthode culturelle traditionnelle.

b. Les conditions préalables au démarrage

Cette étape se caractérise par le changement des mentalités, des techniques de production. En plus, les comportements se tournent vers l'industrie, le profit et l'épargne.

Dans cette étape, l'Etat a intérêt à établir ou à améliorer les infrastructures de santé, d'éducation, les infrastructures de télécommunication et routières pour que la population puisse travailler correctement et devenir plus productive. Ces infrastructures permettent également la circulation des produits et les producteurs n'encourent pas le risque de surproduction.

c. Le décollage du développement

Dans l'étape du décollage, les industries motrices aux effets entraînant pour le reste de l'économie s'installent. Les produits manufacturés peuvent circuler librement grâce aux infrastructures routières et ferroviaires. La diffusion des techniques est favorisée par les ingénieurs, les économistes, les techniciens, etc. Les investissements deviennent considérables. L'organisation économique et sociale se modifie en un sens plus favorable à la croissance. Les conditions institutionnelles favorables au développement s'installent.

d. La marche vers la maturité

Cette étape est marquée par la généralisation du progrès dans toute la société. Le taux d'investissement peut atteindre jusque dans les 20% du revenu national. D'ailleurs, de nouvelles industries émergent et le secteur agricole devient minoritaire. Le secteur industriel prédomine.

e. La consommation de masse

C'est l'aboutissement du développement. Il se traduit par une amélioration des indicateurs sociaux et sanitaires, une réduction des inégalités. Les besoins essentiels de la population sont satisfaits. Le pouvoir d'achat de la population augmente. L'Etat providence se tourne vers le développement du bien être collectif. La consommation se généralise sur toutes les couches sociales qui disposent un niveau de vie élevé. Le secteur des services se développe considérablement.

La théorie de Rostow (1962) rejoint à la notion du secteur d'entraînement qui constitue un facteur du dynamisme pour le reste de l'économie.

2. 2. Le dualisme de Lewis (1954)

Cette section comporte le dualisme entre le secteur traditionnel et le secteur capitaliste. Elle est complétée par le modèle de Lewis (1954) sur la clé de l'expansion économique.

a. Le secteur traditionnel et le secteur capitaliste

Le secteur traditionnel constitue le secteur d'activité comprenant l'agriculture. Ce secteur est appelé traditionnel à cause de l'ancienneté des modes de production. Les agriculteurs cultivent et élèvent pour leur propre besoin. Ils n'emploient pas du capital.

Dans le milieu rural siège du secteur agricole faisant appel à une main d'œuvre familiale. Ce secteur se caractérise par une productivité marginale du travail à peu près égal à 0 et offre une réserve illimitée de main d'œuvre qui pèse sur le niveau des salaires. Les salaires des employés du secteur traditionnel sont égaux au produit moyen du travail.

Quant au secteur capitaliste, il englobe les secteurs d'activités qui utilisent du capital pour produire (capital humain, capital financier, capital technique, etc.). Le secteur capitaliste emploie une main d'œuvre salariée et vend les produits avec une marge bénéficiaire. Les salaires y sont déterminés par les revenus du travail. Ces salaires s'avèrent légèrement supérieurs à ceux du monde rural afin d'encourager la main d'œuvre rurale à changer de secteur. Ici, l'offre de main d'œuvre est supposée parfaitement élastique en raison de la faible productivité marginale du travail dans l'autre secteur. Les bas salaires, permis par une offre infiniment élastique du travail lié à l'excédent de main d'œuvre, entraînent un taux de profit élevé. Ces profits sont réinvestis et conduisent à l'accumulation.

b. Le modèle de Lewis (1954)

La clé de l'expansion économique revient à l'utilisation du surplus capitaliste supposé réinvesti dans le secteur capitaliste, conduisant à l'accumulation du capital. L'absorption progressive de main d'œuvre par le secteur moderne s'accompagne d'un accroissement des profits, de l'épargne et de la formation du capital. Le secteur capitaliste poursuit jusqu'à la migration de toute la main d'œuvre excédentaire du secteur traditionnel. Et à ce stade, les salaires commencent à augmenter.

Les analyses de l'économie duale ont accordé davantage d'attention au développement et à la modernisation de l'agriculture. L'agriculture constitue un pilier du développement. Le modèle avancé par Lewis (1954) considère les réformes agraires et la modernisation de l'agriculture.

- Les réformes agraires

L'agriculture a un poids non négligeable dans le PIB surtout pour les pays à vocation agricole. Les réformes agraires ou les changements dans les modes de culture, dans les produits à cultiver sont essentiels. Le relèvement de la production et l'amélioration des revenus agricoles sont considérés comme le préalable de tout développement. La progression de l'agriculture permet de ce fait d'attaquer le mal à la racine. La croissance agricole offre au pays pauvre les moyens de se procurer les devises nécessaires à sa croissance.

Les débats portent sur les choix entre les cultures d'exportation et les produits vivriers, entre la sécurité alimentaire et l'autosuffisance, sur le rôle que jouent les prix par rapport aux autres facteurs tels que les infrastructures, les crédits agricoles ou les fonctions de stockage.

- La modernisation de l'agriculture

Les PED qui sont essentiellement à vocation agricole, sont connus pour leur mode de production archaïque. Les éleveurs de bétail pratiquent encore le mode d'élevage en nomade. L'élevage industriel comme aux Etats Unis n'existe guère. Les agriculteurs produisent surtout pour leur propre consommation et ne commercialisent que le reste non consommé. La modernisation de l'agriculture reste une nécessité pour que l'exploitation soit plus rentable pour les agriculteurs eux-mêmes. Les PED ne seront plus contraints d'importer une grande partie de leurs besoins alimentaires.

Ces théories sur le développement sont toutes des théories favorisant l'accès au statut de pays développé pour les pays sous-développés.

Section3 : Les liens entre l'agriculture et le développement

Cette section regroupe les théories montrant les liens entre l'agriculture et le développement. La première évoque la transformation agricole de Schultz (1964) caractérisée par l'importance de la nouvelle technologie dans l'agriculture et l'amélioration du capital humain. La deuxième, une théorie développée par Kuznets (1966), concerne l'agriculture et son effet d'entraînement sur l'économie. Kuznets (1966) soutient la contribution de l'agriculture au développement à travers les canaux suivants à savoir les produits, le marché, les devises et les facteurs de production. La troisième théorie est présentée par Baïroch (1992). Elle est surtout axée sur la révolution agricole considérée comme moteur premier de la révolution industrielle.

La dernière théorie, présentée dans cette étude, est développée par Timmer (2009). Selon cette théorie, la progression du secteur agricole reste néanmoins une condition nécessaire et non suffisante pour accéder à une croissance et développement général.

3.1. La transformation agricole de Schultz (1964)

Dans son ouvrage, Schultz (1964) présente le déplacement de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture moderne qu'il appelle «la transformation agricole». Deux points importants sont soulevés par Schultz (1964), le premier concerne la nouvelle technologie dans l'agriculture, le deuxième sur l'amélioration du capital humain.

a. L'importance de la nouvelle technologie dans l'agriculture

Schultz (1964) part du principe selon lequel l'agriculture contribue au développement, l'agriculture est complémentaire de l'industrie. Elle nécessite du progrès technologique afin d'accroître rapidement la production et la productivité agricole à travers les transferts de technologies agricoles et l'installation des stations de recherche agricole publiques.

Il conteste une perception très répandue qui avance que l'agriculture dans les PED est largement dépendante des traditions, et que les agriculteurs opèrent de manière irrationnelle. Selon lui, les agriculteurs des PED ne disposent pas des moyens et des possibilités pour produire. Il soutient que les paysans sont rationnels mais la défaillance en matière de technologie constitue un blocage pour les agriculteurs des PED.

L'idée avancée par Schultz (1964) est que l'accroissement de la productivité agricole impose de l'innovation.

b. L'importance de l'amélioration du capital humain

Pour Schultz (1964), le secteur agricole joue un rôle important dans le développement mais il met également l'accent sur la place-clé du capital humain. Il insiste sur la qualité du capital humain telle que l'habileté, le savoir et toutes les capacités qui suscitent à l'amélioration de la productivité du travail humain. Il considère la formation et l'éducation comme des moyens indispensables pour accroître et améliorer la productivité, qui à son tour induit à l'amélioration du revenu agricole. Le capital humain englobe les formations, les connaissances et la bonne santé qui rendent les travailleurs plus productifs.

Selon lui, il existe des moyens permettant d'améliorer la qualité du capital humain à savoir : la mise en place des infrastructures et des services de santé qui améliorent l'espérance de vie et la vitalité des individus, le perfectionnement de la formation professionnelle organisée par les entreprises, l'amélioration du système éducatif depuis l'école élémentaire à l'enseignement supérieur, le renforcement des programmes d'études et de formation pour adulte en dehors des entreprises et la migration des individus.

Schultz (1964) s'oppose à l'efficacité des subventions et du soutien direct aux cours agricoles. Selon lui, c'est l'aide à l'investissement dans les exploitations agricoles qui s'avère très déterminant. L'accroissement de la productivité génère des revenus plus importants pour les agriculteurs. De ce fait, les pouvoirs publics doivent inciter l'investissement afin de soutenir l'amélioration de la productivité des paysans.

En définitive, Schultz (1964) conteste la politique de développement orienté exclusivement vers le développement industriel, d'ailleurs il défend la « révolution verte ». L'innovation technologique conduit à l'accroissement de la productivité dans le secteur agricole. Il avance que le capital humain constitue une ressource rare, il faut ainsi le développer à travers des incitations adéquates. Les progrès dans les domaines de santé et de l'éducation tiennent une place clé pour le développement économique. Selon lui, s'affranchir de la pauvreté impose le renforcement et l'amélioration de l'éducation et de la formation des populations. Ils débouchent sur une bonne qualité de main-d'œuvre capable d'exploiter les moyens existants et de maîtriser les nouvelles technologies. Ce qui induit à l'accroissement du niveau de productivité.

3. 2. L'agriculture et son effet d'entraînement sur l'économie

La théorie de Kuznets (1966) fait partie des théories agro-centristes. Ces théories sont fondées sur la relation d'interdépendance entre l'agriculture et l'économie. L'idée est que l'état d'une économie est en rapport avec l'état du secteur agricole. En d'autres termes, l'exploitation agricole a un effet d'entraînement sur le reste de l'économie. Ces théories mettent l'accent sur le rôle prépondérant de l'agriculture non seulement au niveau du décollage de l'économie mais également sur sa contribution au soutien d'un taux de croissance élevée.

Selon Kuznets (1966), l'agriculture contribue au développement. Il défend que la production agricole permette la croissance du PIB. Les échanges, achats et ventes, entre le secteur agricole et autres secteurs de l'économie influent sur le développement. Le secteur agricole fournit également de la main d'œuvre et d'autres intrants nécessaires au secteur industriel.

Plus l'agriculture prédomine dans l'économie, plus cet effet d'entraînement est davantage puissant. Dans sa théorie, Kuznets (1966) soutient la contribution de l'agriculture au développement à travers les canaux suivants à savoir les produits, le marché, les devises et les facteurs de production.

a. Les produits

L'agriculture assure la nourriture de la population et approvisionne les travailleurs des secteurs non agricoles. D'ailleurs, elle fournit les matières premières qui vont être transformées par l'industrie. Une agriculture productive fournira des biens agricoles à bas prix ou bon marché, et par conséquent réduit les coûts salariaux et accroît les profits. Par ce biais, l'agriculture facilite l'accumulation du capital dans les activités non agricoles. Par contre, s'il existe une stagnation de la productivité agricole, le prix des produits alimentaires s'accroît, ce qui provoque l'augmentation des salaires et la réduction des profits et par conséquent la baisse de l'investissement industriel.

L'agriculture produit de ce fait les inputs industriels en fournissant les matières premières avec la qualité, le coût et la régularité requis par l'industrie. Elle stimule le développement industriel. En outre, dans la mesure où l'agriculture reste le secteur prédominant dans l'économie, la croissance accélérée de la production agricole a un impact déterminant sur la croissance du PIB.

b. Le marché

Le secteur agricole constitue des débouchés pour les autres secteurs de l'économie en étant à l'origine d'une demande en biens industriels et services. L'agriculture, tout en vendant ses produits à l'industrie achète également à l'industrie. En effet, là encore la prospérité de l'agriculture s'avère essentielle, pour garantir des débouchés croissants à l'industrie.

c. Les devises

Dans les premières phases du développement, les produits agricoles occupent une place considérable dans l'exportation et dégagent l'essentiel des devises. L'agriculture recueille les moyens de paiement nécessaires à l'importation des biens d'équipement, d'énergie et des matières premières dont le secteur industriel a besoin. Ce qui constitue aussi une modalité efficace du transfert du surplus agricole vers l'industrie. Par ailleurs, en fournissant des denrées auparavant importées, l'agriculture tient un rôle clé dans l'économie des devises. L'agriculture finance l'industrie en produisant un surplus économique constamment supérieur à ses propres besoins d'accumulation.

d. Les facteurs de production

L'agriculture fournit la main-d'œuvre nécessaire aux autres secteurs. Dans un premier temps, il existe un surplus de main-d'œuvre à faible productivité et ce surplus est transféré aux autres secteurs. Ensuite, grâce à l'amélioration croissante de la productivité du travail agricole, l'agriculture libère une main d'œuvre pour l'industrie. Il s'agit ainsi du déplacement des travailleurs agricoles vers les secteurs à productivité plus élevée. Ce déplacement est favorable à la croissance économique.

Dans les pays où la part de l'agriculture est encore importante (le cas des PED), son développement est requis comme une condition du décollage économique et l'amélioration de la productivité agricole a un impact sur la croissance économique. Ainsi, l'agriculture joue un rôle clé dans l'amorce du développement.

Selon Kuznets (1966), au fur et à mesure que l'économie se développe, la productivité du travail s'accroît plus vite dans l'agriculture que dans les autres secteurs de l'économie.

3. 3. La révolution agricole : moteur premier de la révolution industrielle

Cette sous-section se subdivise en deux points majeurs. Le premier concerne le déroulement de la révolution agricole dans lequel sont inclus l'abandon croissant de la jachère, l'utilisation des engrais, l'augmentation des surfaces cultivables, l'intensification de l'élevage, l'extension de l'usage des chevaux dans les travaux agricoles et l'amélioration de l'outillage. Le deuxième consiste à décrire les incidences de la révolution agricole selon Baïroch (1992).

a. Le déroulement de la révolution agricole

Bairoch (1992) a étudié la formation de la révolution industrielle en Occident. Son analyse se repose sur les mécanismes de déplacement des sociétés agricoles traditionnelles en sociétés industrielles. Selon lui, la révolution industrielle est poussée par le progrès de l'agriculture. La révolution agricole en Angleterre au début du XVIII^e siècle, a suscité à l'augmentation de la productivité agricole en moyenne 40%. Cet accroissement a permis le transfert vers l'industrie naissante une partie de ses actifs, de son pouvoir d'achat et de son épargne.

La révolution agricole s'est déroulée de la manière suivante :

- L'abandon croissant de la jachère

Au 18^e siècle, les agriculteurs ne cultivent chaque année que le même type de culture. Ils sont constamment obligés d'attribuer un temps de repos pour les terres dans le but de récupérer ses qualités intrinsèques (sa fertilité), les rendements des terres étant décroissants. Conscients de ces difficultés, les agriculteurs se sont lancés dans un système de rotation continue des cultures et ont introduit de nouvelles cultures fourragères. Le remplacement de la jachère s'est répandu et a conduit à l'accroissement de la production de nourriture pour les animaux et par la suite l'augmentation de l'engrais disponible.

- L'utilisation d'engrais

Les agriculteurs ont utilisé des engrais suite à leur reconnaissance des gains de rendements générés par son emploi. D'ailleurs, les grands propriétaires anglais se sont également engagés dans le développement des innovations agricoles dans le but d'améliorer les rendements terriens. L'utilisation d'engrais s'est progressé en Angleterre. Au milieu du 18^e siècle, l'exploitation agricole s'est largement améliorée. Il s'agit d'une exploitation à grande échelle "highfarming" et la production a connu une forte hausse.

- L'augmentation des surfaces cultivables

L'assainissement des sols s'est modifié. Le travail humain pour l'assainissement est substitué par le système de drainage des sols. L'Etat, les compagnies privées et les propriétaires terriens ont investi abondamment dans le drainage des sols. Ce qui a favorisé l'usage des sols argileux.

La production agricole s'est développée mais en même temps l'élevage du bétail s'est progressé. D'ailleurs, c'est à cette époque, c'est-à-dire de 1760 à 1815, qu'il y a également accélération des enclosures acts. Les enclosures se sont développées et se sont élargies sur une grande échelle. Les enclosures désignent la reconstitution des open-fields. Ces derniers concernent une grande surface terrienne non clôturée et nombreux sont les propriétaires de ces champs. Les enclosures ont largement transformé la structure d'exploitation agricole.

- L'intensification de l'élevage

L'agriculture intensive a amélioré la nourriture animale. Ce qui a conduit à l'augmentation du cheptel. L'élevage a connu une progression considérable, le rendement de viande d'une bête s'est amélioré, de même pour la qualité de la laine récupérée.

- L'extension de l'usage des chevaux dans les travaux agricoles

Il s'agit d'un changement de la traction animale. Le bœuf a été remplacé par le cheval dans les travaux agricoles. L'utilisation des chevaux réduit le temps de labour.

- L'amélioration de l'outillage

La productivité et la production ont augmenté et le temps de labour se réduit progressivement grâce à l'utilisation des outils modernes et des machines.

L'agriculture a bénéficié des progrès industriels : les outils en bois remplacés par les outils métalliques, invention des machines pour le battage, le hachage, et le fanage du blé, etc. Ces progrès ont permis à la croissance de la production et par conséquent les pénuries n'existaient plus. Tous ces progrès ont accéléré la production et ont mis fin à l'insuffisance alimentaire. Les nourritures sont disponibles pour tous et ce qui a suscité à une augmentation de la population.

b. Les incidences de la révolution agricole

Selon Baïroch (1992), la révolution technique de l'agriculture constitue le facteur moteur de la révolution industrielle. Grâce aux gains de productivité que l'agriculture a engendrée, des capitaux et des travailleurs indispensables à l'industrialisation ont été libérés ; une demande croissante dans les secteurs sidérurgiques et textiles est apparue.

La Révolution Agricole se présente comme une condition favorable à la révolution industrielle. Elle est marquée par un bouleversement technologique de l'industrie sidérurgique suite à la demande en fer émanant du secteur agricole. Elle se traduit par :

- la suppression croissante de la jachère conduisant à l'utilisation de l'outillage
- la substitution de l'outil en bois par l'outil en fer
- l'émergence des nouveaux outillages
- la pratique du ferrage occasionnée par l'emploi progressif du cheval.

Selon Bairoch (1992), la croissance de la productivité agricole et de la demande de fer constituent la cause principale du progrès technologique de la Révolution industrielle. Bairoch (1992) a pris le cas de l'Angleterre pour soutenir sa théorie. De 1700 à 1800, c'est-à-dire durant un siècle, la productivité par actif agricole s'est accrue, atteignant 100% en Grande-Bretagne. Elle a ravitaillé l'Europe à travers des exportations massives. L'Angleterre a été dénommée le "grenier de l'Europe". Cet accroissement a amélioré la nourriture de la population anglaise non seulement sur la quantité mais aussi sur la qualité. Les agriculteurs les plus entreprenants ont d'ailleurs dégagé des ressources supplémentaires. Comme l'Angleterre est caractérisée par un climat humide et venteux, une demande croissante de vêtements a été relevée. Cependant, l'offre de ces derniers est insuffisante. Selon Bairoch (1992), cette situation a donné lieu à la mécanisation de la filature de coton et conduisant au développement de l'industrie textile. Selon lui, l'augmentation de la demande vestimentaire des agriculteurs est occasionnée par le surplus agricole dégagé.

Un autre fait majeur a été évoqué par Bairoch (1992). La croissance de la disponibilité des nourritures vers 1730 a terminé la famine et a provoqué l'expansion démographique en Grande Bretagne. Bairoch (1992) soutient l'idée que la révolution agricole a été suivie de la croissance démographique et non l'inverse. Cette expansion a eu un lien étroit avec l'accroissement des disponibilités alimentaires.

En définitive, l'accroissement de la production agricole qui a conduit à l'augmentation de la population. Puis, l'augmentation de la productivité qui a assuré et amélioré non seulement la nourriture de la population non agricole mais également a engendré un revenu agricole élevé permettant de dégager un surplus. Il a suscité au développement de l'activité non agricole telle que l'industrie textile et l'industrie sidérurgique.

Ces dernières sont les « industries industrialisantes » de la révolution industrielle du 19^{ème} siècle. La révolution agricole constitue ainsi le facteur déterminant de la révolution industrielle.

3.4. La transition structurelle de Timmer (2009)

Timmer (2009) partage le même avis que Rostow (1962). Ils soutiennent la nécessité de miser dans l'agriculture aux premiers stades du développement. Selon lui, la progression du secteur agricole reste néanmoins une condition nécessaire et non suffisante pour accéder à une croissance et développement général. Timmer (2009) distingue quatre étapes de la transition structurelle et attribue un rôle essentiel à l'agriculture comme moteur premier de la croissance.

Dans la première étape, l'agriculture constitue la principale occupation de la majeure partie de la population et la croissance est encore moindre. Il convient selon lui, de prioriser la progression de ce secteur. Des stratégies doivent être adoptées pour améliorer la productivité agricole en vue de dégager un surplus. Ces stratégies consistent par exemple au soutien des prix, au financement d'infrastructures, au transfert de technologie, etc.

Dans la seconde étape, l'agriculture se progresse et exerce de multiples effets de liaison sur les secteurs en aval et en amont. Il s'agit du rôle d'entraînement de l'agriculture.

La troisième étape consiste à l'étape de « normalisation » et de « déclin relatif » en importance. Selon lui, le déclin relatif de l'agriculture est inévitable. A ce stade, les marchés du travail avancent bien. Ils permettent par la suite la réallocation des ressources entre secteurs et cette réallocation se réalise souvent au détriment du secteur agricole.

Dans la quatrième étape, le rôle de l'agriculture en termes d'emploi se réduit. Les pays développés se situent dans cette étape.

Timmer (2009) précise que le rôle de l'agriculture et les problématiques associées sont relatifs à chaque étape. L'attribution de l'agriculture au début du processus diffère largement de celle de la fin. Il importe alors de considérer la mobilisation de la part du PIB engendré par l'agriculture et non pas son ampleur, pour qu'elle soit effectivement au profit de l'ensemble de l'économie.

Conclusion du chapitre 1

Ce chapitre a permis de montrer que l'agriculture est un moteur du développement. Ces différentes théories renvoient à la prépondérance du rôle de l'agriculture. L'agriculture présente des enjeux sur la nourriture des être vivants, la performance économique et la stabilité de l'environnement. Les physiocrates considèrent l'agriculture comme la seule et l'unique source de richesse d'une nation à travers le « produit net » qu'elle engendre. Le développement est un processus comportant des phases consécutives à savoir : la société traditionnelle agricole, les conditions préalables au démarrage et le décollage du développement, la marche vers la maturité et la consommation de masse. Des secteurs moteurs jouent un rôle privilégié aux différentes étapes. Le dualisme entre le secteur traditionnel et le secteur moderne existe dans l'étape du démarrage. La fin de la dualité sectorielle caractérise l'économie développée. La productivité agricole doit surtout augmenter à travers la vulgarisation et le renforcement du capital humain. Ce que Schultz (1964) appelle la transformation agricole. L'agriculture exerce un effet d'entraînement sur les autres secteurs d'activités. Elle fournit les matières premières qui vont être transformées par l'industrie. Elle est également à l'origine d'une demande en biens industriels et services. Bairoch (1992) présente cet effet d'entraînement à travers les impacts de la révolution agricole en occident. Selon lui, la croissance de la productivité agricole et de la demande en fer constituent la cause principale du progrès technologique de la Révolution industrielle. L'augmentation de la productivité agricole a conduit à la croissance de la disponibilité des nourritures, qui à son tour, a provoqué l'expansion démographique. Une demande croissante de vêtements a été relevée. Cette demande a donné lieu à la mécanisation de la filature de coton et conduisant au développement de l'industrie textile. Selon Bairoch (1992), la révolution agricole est le moteur premier de la révolution industrielle. La progression de l'agriculture déclenche ainsi la transition structurelle. Selon Timmer (2009), l'insertion d'une politique agricole dans la stratégie de développement est pertinente.

Comme Madagascar dispose des atouts et des potentialités dans le secteur agricole, le développement de l'agriculture semble nécessaire. L'agriculture peut être mobilisée comme un important facteur de développement. Le chapitre suivant présente le cas de Madagascar concernant les politiques de l'agriculture et du développement choisies pendant différentes périodes.

CHAPITRE2 : POLITIQUES DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR

Introduction du chapitre 2

Les théories précédentes suggèrent le rôle essentiel de l'agriculture dans le développement. Schultz (1964), Kuznets(1966), Bairoch (1992) et Timmer (2009) soutiennent la place primordiale de l'agriculture dans le développement. Ce chapitre a pour objet de vérifier empiriquement ce rôle de l'agriculture dans un pays à vocation agricole comme Madagascar. Depuis son indépendance, les autorités ont opté diverses politiques agricoles pour développer le milieu rural et lutter contre la pauvreté. Ainsi, l'histoire de développement du pays est marquée par la succession de ces différents programmes pour la progression de l'agriculture. Ce chapitre expose les diverses politiques agricoles suivant le régime et les dirigeants au pouvoir.

Ce chapitre se subdivise en trois sections.

La première relate la politique de promotion des rizicultures durant la première République. La deuxième section s'intéresse sur les politiques agricoles durant la deuxième république. Elle présente d'une part la politique agricole révolutionnaire depuis 1975 qui est caractérisée par l'intervention de l'Etat dans le développement économique pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. D'autre part, elle expose le Plan de développement agricole dans le cadre de l'ajustement structurel. L'objectif, après la mise en œuvre de ce plan, consiste à parvenir à l'autosuffisance alimentaire (essentiellement en riz), à augmenter l'exportation et les revenus des producteurs, à assurer la sécurité alimentaire, surtout pour les couches vulnérables. La troisième section concerne les politiques durant la troisième république. D'abord, elle aborde le Plan de développement Rural durant la période 1994 – 2000. Pour sa mise en œuvre, cette politique a mis en exergue le désengagement de l'Etat dans les opérations productives et l'instauration d'une économie libérale. Puis, cette section expose le Programme National pour le Développement Rural (PNDR) en 2005. Les objectifs sont d'avoir une hausse de la production agricole et parallèlement de développer la production agro-industrielle. Enfin, cette section met également en relief la politique de développement rural dans le cadre du MAP. Les diverses stratégies se basent sur la sécurisation de la propriété foncière, l'amélioration de l'accès au financement rural, le lancement de la révolution verte durable, la promotion des activités orientées vers le marché, la diversification des activités rurales et l'accroissement de la valeur ajoutée agricole et promotion de l'agrobusiness.

Section1 : Politique de promotion des rizicultures durant la première République

Vers 1965, la production de paddy dans le pays n'arrivait plus à couvrir les besoins de la population croissante. A cette époque, l'importation des riz a atteint 70 000t, il existait d'ailleurs des zones qui ont accusé une sous consommation (MADR, 1986). La situation s'est aggravée à cause de l'augmentation de la population, du faible taux de production qui ne suivait plus la croissance démographique, de l'expansion de l'urbanisation. Une politique de promotion des rizicultures a été instaurée durant la première République. La mise en œuvre et les résultats sont relatés dans cette section.

Mise en œuvre

Le gouvernement a établi un service s'occupant de l'approvisionnement des zones déficitaires et de la répartition de riz importé en milieu urbain.

Afin de subvenir aux besoins croissants de la population, l'Etat a mis en œuvre l'«Opération de Production Rizicole »OPR. Les zones d'actions touchent les hauts plateaux, les côtes Est et le Nord Ouest. L'OPR concerne :

- l'accroissement des surfaces cultivées dont la récupération des «tanety», l'expropriation des grandes concessions et des terres sans maîtres ;
- l'augmentation des rendements et le revenu d'exploitation à travers la polyculture ;
- l'amélioration du niveau de vie des agriculteurs à travers la formation des véritables producteurs et la vulgarisation. Il s'agit d'inciter l'utilisation des engrais minéraux, des semences sélectionnées et de pratiquer les « méthodes rizicoles améliorées »ou les cultures modernes ;
- la mécanisation de la riziculture.

Ces méthodes ont connu une expansion. Il existait d'ailleurs l'encadrement technique, le suivi et le contrôle ainsi que la fourniture des intrants agricoles.

Durant la période 1972 à 1975, l'encadrement du monde rural a été renforcé pour accroître les rendements agricoles. La production a été diversifiée. Il s'agit de la riziculture en vue d'assurer la nourriture de la population, de la production des cultures d'exportations telles que le café, la production de bois. Le GOPR ou Groupement pour l'Opération de Productivité rizicole entre 1974-1976 a été mis en place pour faciliter la vulgarisation et l'encadrement des « méthodes améliorées » (la méthode de riziculture améliorée, l'utilisation des intrants et des variétés de semences productives et résistantes) et l'amélioration des canaux d'irrigation.

L'OPR a pour objectif d'intensifier la production rizicole. La mise en œuvre de l'OPR est financée par le FED ou Fond Européen de Développement qui accordait 1 710 000 000 Fmg et la FNDE ou Fond National de Développement et d'Équipement pour un montant de 1 618 300 000 Fmg (MADR, 1995). L'État a également participé à son financement à travers la BNM (Banque Nationale de Madagascar).

Résultats

Les résultats de ces projets ne sont pas négligeables, 60% des exploitants ont adopté la technique rizicole améliorée. L'objectif qui consiste à l'augmentation de la production rizicole à 2 000 000 tonnes est relativement satisfaisant (MADR, 1995). La production a atteint 1 774 800 tonnes en 1970, le rendement rizicole passait de 1.9 t/ha au cours de la période 1961-1965 à 1.8 t/ha entre 1966-1970 (tableau 1).

Tableau 1 : La Productivité du riz de 1961 à 1970

	1961-1965	1966-1970
Superficie cultivée (ha)	843 000	986 000
Rendement (tonne/ha)	1,9	1,8
Production par tête (kg/an)	268,6	269,6

Source : MADR (1995)

Même si la production agricole a connu une hausse durant la décennie après l'Indépendance, les conditions de vie des paysans ne sont guère améliorées. L'appui financier et technique dépend et provient de l'ancienne puissance coloniale. Les paysans restent seulement des exécutants, il ne s'agit pas d'une véritable politique de développement rural. En plus, il n'existait pas une meilleure distribution des revenus. L'avènement de la deuxième République a entraîné une nouvelle politique agricole en 1975.

Section 2 : Politiques agricoles durant la deuxième république

Cette section met en exergue les deux changements de politique agricole adoptée durant la deuxième République. La première est qualifiée de « politique agricole révolutionnaire », la deuxième est le « Plan de développement agricole dans le cadre de l'ajustement structurel ».

2.1. La politique agricole révolutionnaire depuis 1975

Les années 70 ont été marquées par l'expansion du courant socialiste en Europe de l'Ouest et en Afrique. Ce courant considère et soutient l'intervention de l'Etat dans l'économie. L'Etat a pour rôle de favoriser et développer le système coopératif. Les coopératives des paysans bénéficient des moyens de productions appropriés. L'Etat accorde des subventions et des aides techniques et financières aux exploitants.

Madagascar a suivi la voie de ce courant en 1975 et la révolution socialiste Malagasy a été établie. La mise en place de la révolution socialiste Malagasy repose sur la véritable indépendance et la volonté de réussir à travers les propres moyens.

Ce régime a pour objectif de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, d'augmenter les exportations agricoles, d'investir dans la production des intrants agricoles auparavant importés tels que les engrais, les instruments nécessaires dans l'activité agricole, et l'expansion des activités de transformation des produits primaires.

Mise en œuvre

De ce fait, la révolution socialiste a entrepris des mesures spécifiques dans le but d'accroître la productivité agricole. D'où :

- Les grandes entreprises socialistes munies des matériels et nouvelles technologies agricoles. Les coopératives de paysans bénéficient des moyens de production nécessaires à leurs activités ;
- En vue d'encourager les agriculteurs à produire beaucoup plus, le prix à la production du paddy a été doublé ;
- L'autorité qui était en place a mis en œuvre une réforme agraire. Cette réforme se manifeste par la suppression du métayage notamment sur les Hauts Plateaux, le démembrement des terres inexploitées par leur propriétaire, la nationalisation des grandes concessions de plus de 10hectares. Cette réforme consiste aussi à attribuer des terres à tous ceux qui ont l'initiative de les exploiter. Mais cette distribution est opérée de façon limitée en vue de soutenir l'égalité et d'en attribuer aux paysans sans terre.

Des projets assurent la production et la commercialisation des produits. A propos de la production, elle a été effectuée par des sociétés paraétatiques telles que FIFABE, SOMALAC, ODEMO, SODEMO, SAMANGOKY, Fermes d'Etat, FIFAMANOR.

Concernant la commercialisation, c'est la SINPA (Société d'Intérêt National des Produits Agricole) qui s'en occupait. Il s'agit de la collecte, la transformation, le stockage et la distribution des denrées agricoles. Elle effectue ses activités à travers ses propres équipements mais également à travers les services privés. Les principales denrées produites sont le riz, le maïs et l'arachide.

Le financement des activités rurales est assuré par la Banque National Malgache de développement (BNM) par l'octroi des prêts à l'agriculture et des prêts pour la commercialisation des produits agricoles, particulièrement à la SINPA. La BNM concourt également à l'appui des programmes de vulgarisation agricole. En outre, elle fournit des crédits en nature (remboursés au moment de la récolte) aux agriculteurs tels que les semences, l'engrais, etc.

Résultats

L'autosuffisance alimentaire a été l'objectif principal du gouvernement. De ce fait, le gouvernement a investi un montant de 1 milliards dans des projets en vue d'augmenter la production rizicole (MADR, 1995). Toutefois, la production par tête a connu une baisse.

Tableau 2 : Production rizicole 1971-1980

	1971-1975	1976-1980
Superficie cultivée (ha)	1 042 000	1 147 000
Rendement (tonnes/ha)	1.9	1.8
Production par tête (kg/an)	258.9	237.6

Source : MADR (1995)

En 1975, les importations de riz ont connu une baisse passant de 99 000 tonnes à 40 000 tonnes (Banque mondiale, 1994). Cependant, l'objectif de parvenir à l'autosuffisance alimentaire n'est pas atteint.

La baisse de la production agricole dérive du problème d'adaptation de nouvelles techniques culturales et de nouvelles semences. En outre, les majorations du prix découragent la production rizicole du fait de la hausse du prix du riz importé. Ce dernier dépasse le prix payé à la production, ce qui n'incite pas les producteurs à produire davantage. Par ailleurs, l'industrialisation prévue comme moteur de la croissance a conduit à la diminution des investissements publics dans l'agriculture et d'intrants agricoles dans les zones rurales au profit des opérations à fortes intensités de capital, fermes d'Etat.

En plus, l'insuffisance de la formation des dirigeants de la coopération et de l'appui pour les organismes de la part de l'administration centrale ne permet pas de maîtriser les diverses contraintes à une plus grande productivité agricole.

Enfin, à cette époque, la révolution socialiste Malagasy n'entretenait plus de relation avec les pays occidentaux et par conséquent ces pays ont retiré ses appuis financiers et techniques pour Madagascar. Les sociétés nationalisées qui s'occupaient de la commercialisation sont ruinées à cause de l'incapacité d'entretien des matériels et technologies.

La révolution socialiste Malagasy a considéré l'agriculture comme source de croissance et moteur de l'industrie. Toutefois, la politique agricole entreprise n'est pas efficace. Elle n'est pas au profit du développement rural. De plus, l'amélioration du niveau de vie des paysans n'est pas conçue comme priorité.

Pour redresser la situation et compte tenu de la dépendance de Madagascar vis-à-vis des bailleurs de fonds, les dirigeants ont adopté le programme d'ajustement structurel.

2.2. Plan du développement agricole dans le cadre de l'ajustement structurel (1984 à 1990)

Madagascar a décidé de se lancer dans la politique d'ajustement structurel préconisé par le FMI et la Banque Mondiale dans le but d'améliorer le secteur agricole. Cette politique est fondée sur la libéralisation de l'économie.

L'objectif du gouvernement consiste à parvenir à l'autosuffisance alimentaire (essentiellement en riz), d'augmenter l'exportation et les revenus des producteurs, d'assurer la sécurité alimentaire, surtout pour les couches vulnérables.

Mise en œuvre

Afin d'atteindre ces objectifs, de développer le milieu rural et face à la croissance démographique, des mesures et des actions ont été mises en œuvre :

- La mise en place des infrastructures rurales dont l'établissement et l'amélioration des réseaux d'irrigation à la SOMALAC, FIFABE, SAMANGOKY, dans le Lac Alaotra, mais également des moyens de communication ;
- L'accroissement de la productivité à travers l'intensification de la vulgarisation des techniques améliorées et la fourniture des facteurs de production.

D'où les divers projets tels que le Projet National Maïs, l'intensification de la riziculture dans le Lac Alaotra, dans les plaines de la Basse Betsiboka, le Projet du développement de la culture cotonnière, etc ;

– L'amélioration des incitations par la libéralisation du commerce des produits agricoles, à l'exception de la vanille. Il s'agit également de favoriser la sécurité foncière, de renforcer l'approvisionnement en biens de consommation et d'accès au Crédit rural. Ce dernier est assuré par la BTM (*Bankyny Tantsaha Mpamokatra*) ;

– La mise en œuvre du Programme d'Actions Sociales et d'Appui à la Gestion Economique (PASAGE) en vue d'atténuer les effets de l'ajustement structurel de l'économie sur les couches vulnérables.

Le financement de ces activités est assuré par le budget de fonctionnement, le FNDE, le PNUD, FED, CCCE, FIDA, CASA dont le montant a atteint 3 250 000 000 Fmg (MPPF, 1990).

Résultats

Concernant la production rizicole, le résultat est relativement satisfaisant. La production a enregistré une hausse allant de 2 060 000 t en 1985 à 2 330 000 t en 1989, soit un taux d'accroissement annuel de 3.1% qui est légèrement au-dessus du taux de croissance démographique qui est de 2.8% (MPPF, 1990).

Il s'agit donc de l'aboutissement de l'autosuffisance alimentaire. Pourtant, la conséquence de la politique d'ajustement structurel sur la population est différente. Elle se manifeste par l'existence des zones excédentaires et des zones déficitaires. Ces dernières touchent particulièrement la majeure partie des ruraux en matière de production de riz.

Par ailleurs, durant 1986-1995, l'exportation présentait une diminution de 20%. L'amélioration des prix à la frontière n'a pas d'impact sur les prix réels au producteur, du fait de la confiscation des bénéfices des réformes par les intermédiaires.

La politique d'ajustement structurel n'a pas changé les conditions de vie des paysans. La libéralisation du secteur riz et l'importation de riz effectuée par l'Etat ont un impact négatif sur l'investissement et l'évolution de la filière privée. L'accès limité au progrès technique et au crédit dans le milieu rural, la défaillance du programme d'investissements publics fragilisaient le secteur agricole.

En général, cette politique connaît un échec. Pour relancer le développement du pays, les dirigeants successifs ont choisi l'instauration des nouvelles politiques entre la période 1994 à 2009.

Section 3 : Politiques durant la troisième république

Cette section relate trois plans successifs du développement rural. Le premier concerne le Plan de Développement Rural (PDR). Le deuxième est relatif au Plan National de Développement Rural (PNDR). Le troisième se rapporte sur la politique de développement rural dans le cadre du Madagascar Action Plan (MAP).

3.1. Plan de développement Rural durant la période 1994 – 2000

Il existait le Plan de développement rural (PDR) en 1994 et le Plan d'action pour le Développement Rural (PADR) en 1997

a. Plan de développement rural (PDR) en 1994

Le MEADR (Ministère d'Etat de l'Agriculture et du Développement Rural) de la troisième république a adopté une politique de développement rural avec des objectifs bien définis. Une Unité de Politique de Développement Rural (UPDR) a été instaurée en 1995. Il s'agit d'une cellule d'analyse et de réflexion.

Les objectifs globaux de la politique de développement rural consistaient à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, l'accroissement de la productivité agricole, l'ouverture du marché, la valorisation des ressources disponibles et la protection de l'environnement.

Ces objectifs tendent vers la stratégie de développement rural en Afrique préconisée par la banque mondiale qui se résume comme suit:

- Mise en place d'un plan économique, technique et infrastructure favorables aux agents économiques en milieu rural, incitatifs de l'épargne, de l'investissement et de la production dans le cadre d'une économie libérale ;
- Orientation du rôle de l'Etat vers la promotion, l'appui, le suivi et le contrôle des activités de production et de commercialisation opérées par les paysans, et des secteurs privés;
- Promotion de la participation des producteurs autonomes.

Mise en œuvre

Cette politique a mis en exergue le désengagement de l'Etat dans les opérations productives et l'instauration d'une économie libérale. Cette libéralisation de l'économie malgache depuis 1988 est favorisée par le FMI et la banque mondiale.

Le rôle de l'Etat était réduit à un Etat initiateur et incitateur. Les opérations productives sont attribuées exclusivement au secteur privé. L'Etat effectue le contrôle, le suivi et évaluation des activités du développement rural et l'orientation des investisseurs privés.

La politique de développement rural élaborée en 1994 renferme des objectifs sectoriels, des stratégies spécifiques et des plans d'actions. Mais cette politique a considéré particulièrement la riziculture. Elle consiste à diminuer le coût de production du riz, ce qui incite l'investissement et par conséquent accroît le revenu national. Dans le but de redevenir exportateur du riz et face à la croissance démographique, la politique adoptée pourvoit l'intensification de la production dont l'accroissement de la productivité, la responsabilisation des producteurs, l'amélioration des exportations et des produits de substitutions aux importations, le renforcement de la spécialisation de chaque région selon ses potentialités et ses atouts, et le soutien aux producteurs à travers la protection des cultures et des denrées face aux problèmes tels que les maladies, la pollution, la destruction de l'environnement.

En outre, le gouvernement a entrepris des actions dans le domaine de la protection de l'environnement, dans le domaine de l'information et de la communication. Il favorise également le crédit rural dans le but de mobiliser l'épargne et la promotion de l'Organisation Professionnelle Agricole pour favoriser la responsabilisation des agriculteurs.

Résultats

Durant la période 1995 à 1997, les cultures de rente se sont améliorées. Cependant, les prix au producteur n'arrivaient plus à suivre l'évolution du coût de la vie. Ils ont enregistré une stagnation, voire une baisse. D'ailleurs, la demande des ménages en milieu rural s'affaiblit du fait de la stagnation des revenus à cause de l'augmentation du prix de riz. A Marovoay, durant la période 1995 – 1997, la hausse du prix du riz au producteur n'est que 13%, par contre celle du prix à la consommation a atteint 25% (MFE, 2000).

Vers 1996, le Document Cadre de Politique Economique (DCPE) a été adopté suite à l'arrivée d'un nouveau Président de la République.

b. Plan d'action pour le Développement Rural (PADR) en 1997

Le PADR est conçu dans le cadre du DCPE. Afin de poursuivre le travail de révision de la politique de Développement rural, la banque mondiale a recommandé dans le document « contribution de la stratégie de Développement Rural à Madagascar - améliorer les conditions de vie en milieu rural » exposé le 30 Novembre 1997 dans un atelier:

– D'une part, le renforcement des réformes concernant la privatisation des entreprises agricoles et agro-industrielles, la libéralisation des prix à la production du sucre et du coton, favoriser l'exportation de la filière pour laquelle le pays détient un avantage comparatif, à travers l'allègement des charges d'exportation ;

– D'autre part, de favoriser l'accès de la population en milieu rural aux services sociaux tels que l'éducation, la santé, etc. Elle suggère également la modernisation du secteur agricole.

Le PADR a pour objectif de garantir la sécurité alimentaire, de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des ruraux, de stimuler la croissance économique, de bien gérer les ressources naturelles, et de favoriser la formation et l'information pour accroître la production en milieu rural. Le PADR est conçu pour l'adoption, le contrôle des mesures, des programmes et des projets spécifiques initiés par les structures administratives et en collaboration avec le secteur privé, les associations des paysans et les ONG. C'est l'Equipe Permanente de Pilotage (EPP) qui a garanti l'aboutissement du PADR. D'où la vulgarisation agricole entreprise par l'EPP.

▪ **Projet d'Appui au Programme de Vulgarisation Agricole (PNVA)**

L'objectif du PNVA consiste à accroître la productivité agricole et le revenu des producteurs dans le cadre du respect de l'environnement et à rationaliser l'utilisation des ressources publiques affectées au financement des services agricoles.

Mise en œuvre

Le développement de la collaboration entre services publics et parapublics, projets, ONG, sociétés privées et collectivités décentralisées a favorisé l'adoption des technologies vulgarisées, l'orientation des actions à entreprendre, et la pérennisation des acquis.

Le Ministère de l'Agriculture a conçu une opération pilote ou Approche Participative au Niveau Village (APNV) afin d'atteindre les objectifs de la vulgarisation.

Il s'agit de considérer les besoins des populations cibles en vue de dégager les priorités. D'où l'importance des infrastructures sociales comme les écoles, les centres de santé, la fourniture en eau potable et des infrastructures de production telles que les pistes rurales, l'aménagement hydro-agricole, et le développement de technologies et la protection de l'environnement.

L'EPM de l'INSTAT en 1997 montre que 60% de l'ensemble des ménages agriculteurs ont profité des services de vulgarisations. La défaillance des infrastructures et des agents vulgarisateurs en nombre et en qualité constitue les causes de cette inaccessibilité.

Par ailleurs, le PNVA a fourni et distribué 9,5 tonnes de semences, des petits outillages agricoles dont 230 sarcleuses, 60 charrues, 20 bascules aux groupements de paysans (Banque mondiale, 1998). Mais, les quantités de semences commercialisées restent faibles à cause de la faiblesse de la demande.

Résultats

Les résultats obtenus sont satisfaisants. Les zones atteintes par les activités du PNVA ont enregistré un accroissement des rendements. En plus, les revenus des paysans se sont améliorés du fait de la diversification des cultures pratiquées et de l'adoption de technologie. En outre, la progression des organisations paysannes a amélioré la responsabilisation des paysans.

Dans le but de poursuivre le développement rural, le Projet de soutien du Développement Rural (PSDR) a été mise en œuvre.

- **Projet de soutien du Développement Rural (PSDR)**

Il s'agit d'un projet pour soutenir le PADR dans le cadre du développement rural. Le but est de lutter contre la pauvreté dans le cadre de la mise en place de la décentralisation.

L'objectif à atteindre concerne la réduction de la pauvreté rurale, l'augmentation de la productivité et l'accroissement soutenu des revenus des agriculteurs à travers la mise en œuvre de la technique culturale innovatrice et l'utilisation des moyens de productions modernes, le soutien du développement des organisations de producteurs et des groupes communautaires.

Mise en œuvre

Le PSDR comprend l'appui aux investissements agricoles, aux recherches agricoles, aux organisations paysannes. Il finance les petites infrastructures productives, les activités agricoles, les activités non agricoles. Par ailleurs, il est conçu pour promouvoir la création des caisses communautaires. Il s'agit de bien gérer la durabilité des sous projets exécutés dans le PSDR et de fournir des options financières simples et opérationnelles aux communautés des zones enclavées face à la défaillance du système bancaire. Les groupes gèrent eux-mêmes ces moyens en vue de répondre aux besoins de leurs communautés.

Résultats

Les résultats du PSDR sont relativement satisfaisants. La production agricole a connu une hausse de 7% en 2001 contre un taux négatif de -1.60% en 2000. Par ailleurs, il existe une baisse du prix moyen du riz entre l'année 2000 et 2001, passant de 2 348 Fmg/kg à 2 268 Fmg/kg, soit une diminution de 3.5%. Cette baisse résulte de l'accroissement de la production de paddy de 2 662 465 t en 2001 contre 2 480 470 t en 2000, soit une augmentation de 6.84% conduisant à la diminution des importations de riz entre 2001 et 2002 (MEFB, 2003). Toutefois, la défaillance du financement en milieu rural, la dégradation du sol, le coût des intrants agricoles constituent constamment des obstacles au développement agricole.

Un large écart a été enregistré entre les prix de vente du riz (2 102 Fmg/kg : tableau3) et le prix de vente aux producteurs. Il résulte de l'insuffisance des infrastructures routières débouchant à l'absence de fluidité de la circulation des biens, le non maîtrise par les agriculteurs des moyens et techniques de stockage. Cette situation est en faveur des collecteurs, soutient la rente et la spéculation dans le secteur rizicole.

Tableau 3 : Evolution de la production et des prix du riz

	1996	1997	1998
Production (Milliers Tonnes)	2 500	2 558	2 447
Importations de riz (Milliers Tonnes)	28	61,6	20,6
Prix aux producteurs du paddy (Fmg/ kg)	726	726	700
Evolution des prix sur le marché (Fmg/ kg)	1 775	1 926	2 102

Source : Randrianarisoa et al. (2003)

Par ailleurs, la production locale de riz (2 447 000 tonnes) n'arrive pas à couvrir les besoins locaux (3 500 000 tonnes) .Ce qui explique l'accroissement des importations du riz, passant de 111 000 tonnes en 1998 à 254 000 tonnes en 2003 (MEFB, 2003).

Le PADR a connu un échec, la pauvreté, surtout en milieu rural s'est aggravée. Le taux de pauvreté a atteint 76.7% en 1999 et la pauvreté extrême touche 67% de la population (tableau5).

Tableau 4 : Pauvreté de revenu rural (%population)

	1993	1997	1999	2001
Pauvreté (indice de décompte par tête)	74.5	76.0	76.7	74.0
Pauvreté extrême (indice de décompte par tête)	64.0	65.6	67.0	66.5

Source : Randrianarisoa et al. (2003)

3.2. Programme National pour le Développement Rural (PNDR) en 2005

Le PADR a été réajusté compte tenu de la mondialisation, de l'intégration régionale, mais l'Etat Malagasy a également pris des différentes dispositions pour qu'il soit cohérent avec les autres documents. D'où l'élaboration du PNDR qui n'est autre que la mise à jour du PADR. Le PNDR contient les nouvelles orientations du gouvernement et réunit les différents documents existants à propos du développement rural tels que la Vision Madagascar Naturellement, la Politique Générale de l'Etat, les politiques sectorielles, les divers documents et rapports des programmes ou projets publics et privés. L'essentiel pour la Vision Madagascar Naturellement et la Politique Générale de l'Etat (PGE) est de développer le milieu rural.

Le PNDR vise la réduction de la pauvreté à 50%, l'amélioration du niveau d'instruction, l'amélioration de silos communaux et régionaux, de marchés centraux, des terminaux portuaires et aéroportuaires spécifiques, le rétablissement des réseaux hydro-agricoles. Il a également pour objectif de faciliter l'accès au capital et aux facteurs de production, de favoriser la flexibilité du système de transaction de crédit aux conditions locales, une fiscalité incitative et modulable pour tous les secteurs, la sécurité rurale. Le PNDR vise aussi la réduction de la différence dans le cadre de vie rurale et urbaine, valoriser et préserver les ressources naturelles.

Ces objectifs se traduisent par un accroissement de la production agricole de 200%, une hausse des exportations de 150%, le développement de l'agro-industrielle alimentaire de 150% et de la production agro-industrielle non alimentaire de 200%, une amélioration du revenu en milieu rural (multiplié par trois). Les objectifs en 2010 consistent au doublement de la production agricole et des exportations agricoles, l'accroissement de la production agro-industrielle non alimentaire de 50%. Ils s'ensuivent de la sécurité alimentaire de 1.75 millions de personnes et d'une libération de 3.5 millions des ruraux de la pauvreté, du doublement du revenu, du développement de 1 000 entreprises agricoles qui fournissent 10 000 nouveaux emplois (MAEP, 2005).

Mise en œuvre

Face à ces défis, des programmes ont été élaborés pour leur effectivité : le PSDR (plan de Soutien au Développement Rural), le PANSA (Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire), le PNF (Programme National Foncier), le PAE (Plan d'Action Environnementale), le PTMR (Programme de Transport en Milieu Rural), les programmes de l'éducation, de la santé, du financement en milieu rural.

Pour la réalisation de ces objectifs, en 2005, le PNF facilite les transactions foncières. En 2006, afin de mettre en œuvre 9 108 sous-projets, le PSDR a utilisé un montant de 119 767 488 269 MGA (MAEP, 2005). Les institutions de micro-finances sont mises en place en milieu rural en vue de financer ces activités. Par ailleurs, des marchés et de plate forme comme l'Observatoire Riz ont été établis pour orienter les activités de production vers le marché.

Résultats

Les résultats obtenus par le PNDR ont été satisfaisants. 10% du territoire national sont dotés de titres fonciers en 2006. De plus, 7 institutions de microfinance fonctionnent dans le cadre du financement rural. Néanmoins, l'existence du taux d'intérêt élevé et des garanties excessives réduit l'accès aux crédits ruraux.

En 2005, la production rizicole a enregistré une hausse de 13% par rapport à celle de 2004. Elle résulte de la pratique du système rizicole amélioré ou intensif, de la mécanisation agricole. Cependant, l'agriculture malgache présente encore une faible productivité en raison d'un rendement moyen de 2 t/ha. Elle découle de la défaillance des équipements agricoles performants, du faible emploi d'engrais et de semences améliorées.

Tous les défis du PNDR ne sont pas réalisés à cause des divers facteurs de blocages. En milieu rural, les connaissances des paysans sont très faibles, l'analphabétisme s'avère élevé, les paysans restent pauvres. De plus, il existe une opposition entre tradition et modernisation. Par ailleurs, la déficience de l'appui technique et financier, les problèmes fonciers, la défaillance des infrastructures, le crédit rural limité et la faiblesse de la coordination des diverses interventions persistent. En définitive, le PNDR a des impacts positifs en milieu rural mais l'objectif de libérer les paysans majoritaires dans la pauvreté n'est pas encore atteint.

3.3 La politique agricole dans le cadre du MAP

Le MAP ou Madagascar Action Plan constitue un plan ambitieux couvrant la période 2007-2012. Dans ce plan figure des objectifs et des stratégies destinés à réaliser le développement rural et à atteindre les OMD (Objectifs du millénaire pour le développement).

a. Stratégies pour le développement rural

Le quatrième engagement du MAP porte spécifiquement sur le développement rural, avec six défis majeurs à relever. Cet engagement met en avant la sécurisation de la propriété foncière, l'amélioration de l'accès au financement rural, le lancement de la révolution verte durable, la promotion des activités orientées vers le marché, la diversification des activités rurales et l'accroissement de la valeur ajoutée agricole et la promotion de l'agrobusiness.

- Sécurisation de la propriété foncière

Le système foncier tient un rôle social, économique et écologique. Il constitue un outil permettant de protéger les propriétaires dans le but d'inciter les initiatives privées.

Les stratégies consistent à moderniser et informatiser la propriété foncière communale et régionale, mais également la réforme de la législation foncière et le renforcement de la capacité des agents de services fonciers. En outre, elles concernent aussi la création des bases de données foncières pour les investissements dans le tourisme, l'agrobusiness et les industries manufacturières, mais aussi l'harmonisation de l'intervention des partenaires de développement dans la Politique Nationale Foncière.

- Amélioration de l'accès au financement rural

L'objectif consiste à établir des modalités de financement rural, à des taux accessibles en vue de renforcer le financement des investissements de développement à moyen et long terme. Il s'agit de favoriser l'accès des ménages pauvres et à bas revenus à des conditions avantageuses afin qu'ils puissent entreprendre des Activités Génératrices de Revenu. L'extension des réseaux de microfinance et bancaire, la promotion et l'adaptation du système de crédit à caution solidaire et le développement des autres formes de financement se présentent comme stratégies.

- Lancement de la révolution verte durable

Ce défi fixe pour objectif l'élargissement de la mécanisation agricole et l'intensification des nouvelles techniques agricoles en vue d'accroître la production et la productivité. L'augmentation de la production et de la productivité permettent la sécurité alimentaire et contribue aux surplus exportables. Certes, la révolution verte amène à l'amélioration des revenus des paysans.

- Promotion des activités orientées vers le marché

Elle figure parmi les défis du développement rural. Elle concerne la disponibilité et l'accessibilité des informations sur les opportunités occasionnées par le marché. Les intervenants disposeront d'infrastructures d'exploitation telles que les abattoirs, les maisons de stockage et de marchés. Les stratégies reviennent au développement d'un système de diffusion d'information sur le marché et des infrastructures, le renforcement des échanges inter et intra régionaux, ainsi qu'à l'amélioration de l'équité et de la fluidité du marché.

- Diversification des activités rurales

La diversification des activités rurales définit pour objectif l'amélioration de revenu des agriculteurs et la constitution d'un pilier de croissance dans chaque région à travers le développement de leur filière potentielle. Les stratégies comprennent la mise en œuvre des recherches sur les produits potentiels et les opportunités de marchés. Il s'agit également de soutenir la diversification des activités génératrices des revenus supplémentaires pour réduire la vulnérabilité provenant des variabilités des prix mondiaux et des mauvaises conditions climatiques.

Les stratégies préconisées consistent également à l'établissement de l'agriculture biologique, au renforcement des spécialisations régionales et au développement des activités secondaires telles que l'artisanat, l'écotourisme, etc.

- Accroissement de la valeur ajoutée agricole et promotion de l'agrobusiness

L'objectif revient à fournir aux marchés locaux des produits manufacturiers satisfaisant aux demandes locales et extérieures, à travers l'organisation des producteurs. Les stratégies demeurent dans le développement de la chaîne de valeur agricole, l'établissement des centres d'agrobusiness en vue de former et d'appuyer les paysans dans la production, la commercialisation et l'approvisionnement de la chaîne de valeur. Elles comprennent aussi l'intensification des systèmes modernes de production (norme et qualité) et à l'expansion de l'agriculture contractuelle (entreprises agro-industrielles en partenariat avec les producteurs locaux).

b. Mise en œuvre du MAP et bilan

La croissance du secteur primaire accuse une baisse entre les années 2005 et 2007, en passant respectivement de 2,5% à 2,2% (MECI, 2008). Quant à la croissance de la branche agriculture, une légère hausse est constatée, en allant de 2,6 % en 2006 à 2,9 % en 2007 (MECI, 2008). Cependant, les conditions de vie en milieu rural ne connaissent pas d'amélioration notable.

Le lancement de la révolution verte a contribué à l'accroissement de la production rizicole. La production de paddy, évaluée près de 4 010 189 tonnes, a augmenté de 10,2% en 2007 contre 6,4% en 2006 (MECI, 2008). Cette hausse résulte notamment de l'accroissement de l'utilisation des intrants agricoles. Les quantités d'engrais distribuées ont enregistré une hausse, en passant de 7 357 tonnes en 2006 à 36 000 tonnes en 2007 et les quantités de semences utilisées ont également augmenté, de 483 tonnes en 2006 à 2650 tonnes en 2007 (MECI, 2008). La croissance de la production rizicole provient aussi de l'obtention de 4884 de petits matériels agricoles, de l'aménagement de 100 660 Ha de superficies, de la maîtrise d'eau ainsi que l'établissement de 58 vitrines de démonstration au niveau des Communes pour l'amélioration des techniques culturales (MECI, 2008).

Le lancement de la révolution verte a permis aussi à l'amélioration des domaines non productivistes du monde paysan. Il existait une légère hausse du pourcentage des exploitants ruraux disposant des titres ou certificats fonciers, en allant de 10% en 2005 à 10,42% en 2007 (MECI, 2008). Pourtant, ce rythme de croissance semble très lent par rapport à l'objectif visé de 75% en 2012. De ce fait, l'établissement des 47 Guichets fonciers communaux et la formation de 1 100 personnes sur la gestion foncière sont entrepris pour accélérer ce processus (MECI, 2008).

Dans le cadre de la Révolution Verte encore, 30 agents du MAEP se sont mobilisés et ont participé au renforcement de la vulgarisation des techniques d'intensification et d'extension de la production rizicole (MECI, 2008). Il existait aussi l'élaboration de la stratégie de développement de l'aquaculture ainsi qu'une formation sur la pisciculture. Des actions en matière d'orientation technique sur les exigences des nouvelles filières sont entreprises. Il y a également l'établissement des coopératives de pêcheurs et d'aquaculteurs.

D'ailleurs, les piliers de la révolution verte sont renforcés. Il s'agit de l'intensification des capacités des associations paysannes et l'amorce des activités sur les Zones d'Investissements Agricoles (ZIA).

Les Institutions de Microfinance (IMF) se développent considérablement. Près de 8,51% des familles malgaches deviennent bénéficiaires des services financiers des IMF en 2007 contre 6% en 2005 (MECI, 2008). Le taux de couverture de Districts ayant des institutions financières opérationnelles s'élève à 70,43%. Les femmes sont d'ailleurs membres des IMF, les IMF mutualistes et non mutualistes rassemblent plus de 31 7281 membres et 38% sont des femmes en 2007 (MECI, 2008). Cependant, la pénétration des IMF dans le monde rural nécessite des efforts en vue réaliser les objectifs du MAP. Les IMF continuent de s'implanter dans les zones non couvertes.

En outre, des centres d'agro-business sont mis en place. 6 « Agro Business Center » (ABC), 7 Centres d'Accès aux Marchés (CAM) et 13 Centres de Services Agricoles deviennent opérationnels dans le but d'améliorer l'environnement organisationnel des producteurs (MECI, 2008). Néanmoins, la mise en œuvre de normes de qualité reste un défi à relever.

Par ailleurs, il existait des Centres de formation agricole ou EFAR publics (6 écoles d'application des sciences et techniques agricoles ou EASTA pour la formation des techniciens agricoles, 3 centres d'appui formation ou CAF pour les exploitants en activités, et 1 lycée agricole), mais aussi privés (certains collèges agricoles, fermes écoles, maisons familiales rurales ou MFR, etc.) (MAEP, 2008). En général, leur nombre reste insuffisant. Ils sont répartis de manière inégale sur le territoire, ils manquent de financement.

Les sources de revenus des ménages dans le monde rural connaissent une diversification. Les exigences de la conjoncture ont amené à la diversification de la production. En effet, les opérateurs agricoles sont incités à valoriser les produits d'exportation. Une hausse du volume des exportations agricoles apparaît en 2007 par rapport à l'année précédente, 636,7 milliards d'Ariary en 2007 contre 560 milliards d'Ariary en 2006 (MECI, 2008). La population agricole est également encouragée à se livrer dans d'autres secteurs sources de revenus considérables, particulièrement l'élevage laitier et l'apiculture. Ainsi, en 2007, le taux d'accroissement annuel de la production laitière s'élève à 8,04% (MECI, 2008). De plus, 40 fermes d'élevage modernes sont établies dont 36 ont plus de 10 vaches (MECI, 2008).

Par ailleurs, d'autres filières d'exportation sont exploitées et elles ont procuré davantage de revenus comme le pois du cap, le piment, le manioc, les fruits et légumes.

Les prévisions en matière de gestion rationnelle des terrains productifs sont atteintes. Pour une prévision de 10 000 Ha, 10 880 Ha de nouvelles surfaces de tanety sont transformées en arboriculture, cultures vivrières, pâturage (MECI, 2008). Il existait aussi l'aménagement de 1 725 Ha de Bassins versants pour une prévision de 835 Ha (MECI, 2008).

Les impacts de cette politique de développement rural dans le cadre du MAP devaient être la croissance économique, la gestion durable des ressources naturelles, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Ces objectifs ne sont pas encore atteints. Le MAP mis en place en 2006 n'est plus appliqué depuis le régime de Transition en 2009. En raison de la crise politique, il a été suspendu.

Depuis 2009, le MAEP est séparé en trois ministères distincts à savoir un Ministère de l'agriculture, un Ministère de l'élevage, un Ministère des pêches et ressources halieutiques. Les politiques agricoles connaissent des modifications au rythme des changements de dirigeants politiques. Généralement, depuis 2009, les politiques agricoles visent seulement les programmes et projets ponctuels afin de répondre dans l'immédiat aux urgences. Un Programme sectoriel agriculture élevage et pêche (PSAEP) est mis en œuvre en 2013 jusqu'à l'horizon 2020. Le but consiste à promouvoir le développement de l'agriculture. Des stratégies sont établies par le gouvernement et les différents acteurs du pays comme la Finance Inclusive, la Formation Agricole et Rurale, le Financement Rural, la Mécanisation Agricole, etc. Beaucoup d'efforts avaient été déployés. Toutefois, la persistance de l'ingérence politique décourage les agents opérant dans ce secteur, notamment les investisseurs, surtout étrangers.

Conclusion du chapitre2

L'objet de ce chapitre est de vérifier empiriquement que l'agriculture est un moteur de développement. La politique agricole durant la première république est marquée par une hausse de la production rizicole mais les conditions de vie de la population restaient précaires. Le pays étant encore sous le joug des colonisateurs. Quant à la politique agricole révolutionnaire, elle se caractérise par une forte intervention de l'Etat. Elle a limité l'initiative privée. Il n'existait pas une amélioration du niveau de vie de la population. Depuis le PAS, le retard du pays en termes de développement s'est accentué.

Dans l'élaboration de ces différentes politiques, les dirigeants n'ont pas pris en considération la théorie de Schultz (1964) concernant l'amélioration du capital humain. Une analyse de la contribution du système éducatif au développement s'avère intéressante. C'est l'objet du dernier chapitre.

CHAPITRE 3 : ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Introduction du chapitre3

Depuis 2009, les principaux indicateurs économiques du pays connaissent une dégradation considérable. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a chuté de 7,1 en 2008 à -3,7% en 2009 et a légèrement augmenté à 0,4% en 2010, cette mauvaise performance économique s'accompagne d'une croissance démographique de 2,9% par an (INSTAT, 2012). D'ailleurs, la pauvreté s'aggrave. 76,5% de la population malgache se trouve dans la catégorie pauvre, 56,5% dans la pauvreté extrême, soit plus de 11 millions de personnes (INSTAT, 2011). C'est en milieu rural que le ratio de pauvreté extrême demeure le plus élevé, avec un taux de 62,1%, contre 34,6% en milieu urbain (INSTAT, 2011). Madagascar figure parmi les pays à développement humain faible avec un IDH de 0,483 (PNUD, 2013). L'espérance de vie à la naissance est très faible, elle s'élève à environ 60 ans (Banque mondiale, 2013).

Malgré les différents efforts entrepris dans le passé en matière de politique agricole, la sous performance de l'agriculture subsiste encore. D'ailleurs, la pauvreté rurale persiste et les conditions de vie des paysans se détériorent. La faible productivité reste un défi à relever. Ce chapitre analyse la contribution du système éducatif malgache au développement économique. Il met en exergue dans la première section les contributions de l'agriculture à l'économie (PIB et devises) et aux ménages. La deuxième section met en évidence les défaillances de l'agriculture malgache : la faible productivité, la lenteur du développement de l'agro-industrie, la sous-alimentation et la malnutrition. La troisième concerne la liaison entre éducation, renforcement du capital humain et développement.

Section1 : Les contributions de l'agriculture malgache à l'économie (PIB et devises) et aux ménages

1.1 Un apport non négligeable du secteur agricole au PIB

La population malgache est essentiellement rurale et le secteur agricole (au sens large, y inclus élevage, pêche) constitue le pilier de l'économie du pays. Il emploie 80,5% des familles malgaches (INSTAT, 2011) et procure 26,3 % du PIB (INSTAT, 2010). La majorité des ruraux pauvres vit d'une agriculture de subsistance et 86% des ménages agricoles cultivent le riz, il est depuis toujours l'aliment de base des malgaches (INSTAT, 2011). Le riz est cultivé dans tout le pays, sauf les zones semi-arides du Sud et du Sud-ouest où le manioc et le maïs demeurent l'aliment de base.

La riziculture couvre en moyenne 40% des surfaces cultivées et engendre 37% des revenus agricoles monétaires (INSTAT, 2011).

L'agriculture, excluant la pêche et l'élevage, produit environ 15% du PIB courant de Madagascar (Banque mondiale, 2010). Le sous-secteur « services rendus aux entreprises et aux ménages » du secteur tertiaire uniquement parvient à atteindre cet ordre de grandeur dans la structure du PIB courant.

En général, le secteur tertiaire reste le premier secteur créateur de valeur ajoutée à l'économie malgache. Il contribue 51,7% du PIB courant (INSTAT, 2010). Le secteur secondaire représente 14,8% de la richesse du pays (INSTAT, 2010).

1.2 Les exportations agricoles, sources de devises

A Madagascar, à part l'agriculture de subsistance, d'autres filières sont produites dans le pays et destinées à l'exportation. Les exportations agricoles se concentrent sur quelques produits. Les principaux produits exportés comprennent la vanille, le girofle, le litchi et le café. La vanille contribue à 76,88% en valeur FOB des exportations en produits agricoles. Le girofle, le litchi et le café représentent 30% des recettes d'exportations (INSTAT, 2008). La vanille constitue 15% des exportations totales (MAEP, 2009). Quelques produits potentiels sont également exportés mais à des proportions bien moindre tels que le cacao, les fruits et légumes, les épices, etc.

La vanille est produite dans le Nord Est, l'Est et le Sud-est, le café et le cacao dans les zones côtières du Nord, Nord-ouest et Est. Le coton est produit dans le Sud-ouest et le nord-ouest. Le sisal est cultivé sur les plateaux semi-arides du Sud et, sur les plaines côtières de l'Est, le poivre et le clou de girofle. Ces filières rapportent considérablement des recettes en devises. En 2008, la vanille a procuré 86 milliard d'Ariary¹.

Les exportations agricoles malgaches sont destinées à deux marchés principaux, à savoir les Etats Unis pour la vanille et l'Europe pour quelques autres produits (crevette, litchi, café, cacao), sauf le clou de girofle exporté vers l'Indonésie. 20,5 % des exportations sont destinées vers les Etats Unis (INSTAT, 2008). 7% des exportations vont en destination de la COI, et 5% chacune pour la SADC et la COMESA (INSTAT, 2008).

¹ www.instat.mg consulté le janvier 2014

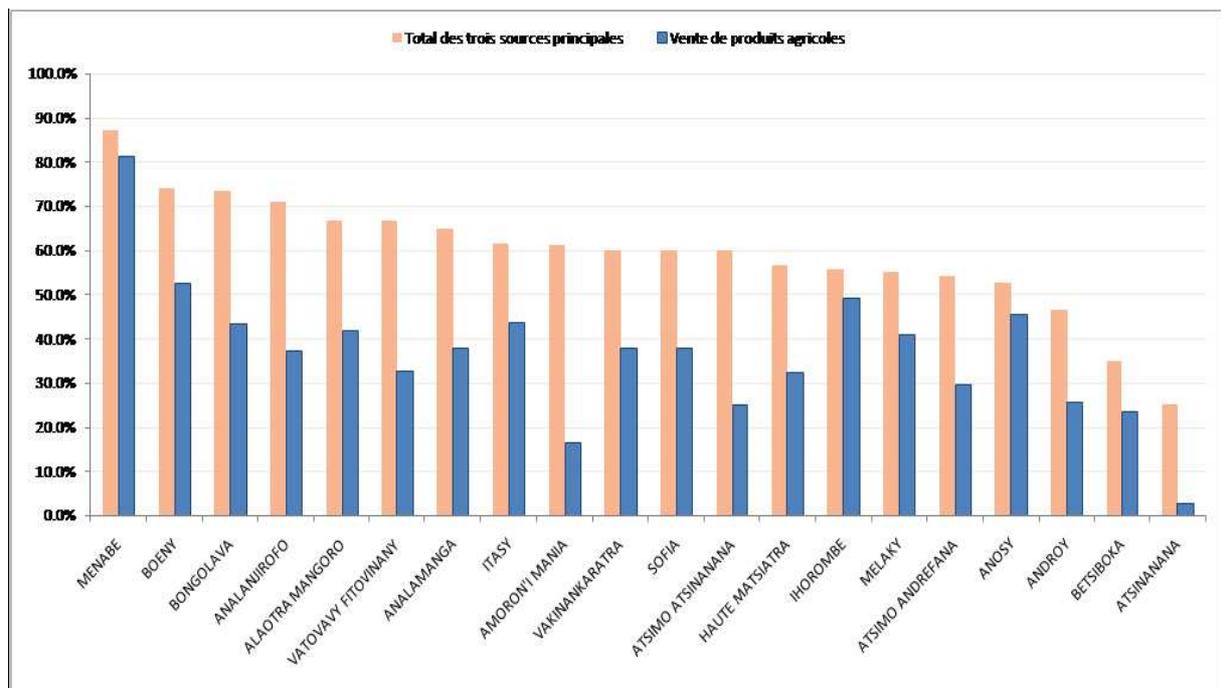
1.3 Agriculture, principale source de revenu des ménages

Au niveau national, plus du tiers des ménages (36,2%) dépendent de la "vente de produits agricoles" comme principale source de revenus. 13,1% des ménages vivent des revenus d'ouvrier ou salariat journalier et 10,7% dépendent des revenus des autres ventes de services comme la couture, la coiffure, le maçon, le menuisier et l'artisan (FAO, 2013).

Au niveau régional, 81.3% des ménages dans la région de Menabe dépendent de la vente de produits agricoles comme source de revenu, tel est également le cas des régions d'Ihorombe, Anosy et Melaky (FAO, 2013).

L'agriculture constitue ainsi le principal moyen d'existence des ménages. Ce qui explique aussi la faible diversification de sources de revenu des ménages malgaches.

Graphique : Principales sources de revenus des malgaches



Source: FAO (2013)

L'agriculture prédomine dans la création d'emplois, cependant c'est dans l'agriculture que le revenu annuel moyen de l'emploi salarial demeure le plus faible. Le revenu annuel moyen dans l'emploi salarial s'élève à 1 388 000 Ariary en 2011 (INSTAT, 2011). De plus, une différence significative est constatée en défaveur des femmes avec 1 235 000 Ariary contre 1 471 000 Ariary pour les hommes (INSTAT, 2011).

Malgré ces apports à l'économie et aux ménages, l'agriculture présente quelques défaillances à savoir une faible productivité, une lenteur au niveau du développement de l'agro-industrie et une insécurité alimentaire. Ces défaillances font l'objet de la section suivante.

Section 2 : Les défaillances de l'agriculture malgache : la faible productivité, la lenteur du développement de l'agro-industrie, une insécurité alimentaire

2.1 Niveau de productivité et de la production agricole faible

L'agriculture vivrière (riz, manioc, patate, haricot sec, maïs) prédomine la culture. Les rendements demeurent faibles en raison de 2,5 tonnes par ha pour le riz, mais ils peuvent atteindre 3 fois plus dans quelques districts où les agriculteurs pratiquent des méthodes de culture durables et avantageuses (INSTAT, 2011).

Pour le maïs et le manioc, les rendements s'élèvent respectivement à 3,1 t/ha, 6,9 t/ha (INSTAT, 2011). En 2008, la production de maïs est de 402 978 tonnes et 3 044 473 tonnes pour le manioc (INSTAT, 2010). La plupart des agriculteurs malgaches ignorent l'utilité et les avantages de l'utilisation d'outils fiables et d'intrants performants. Par conséquent, les pratiques et les outils traditionnels restent prédominants. L'agriculture apparaît peu mécanisée.

En outre, les aléas climatiques causent en partie des dommages sur l'agriculture et par la suite affaiblissent la disponibilité alimentaire des ménages et leurs revenus déjà en situation de vulnérabilité et de pauvreté. De plus, l'élevage traverse des difficultés telles que le manque d'eau et de pâturages, les maladies.

Aussi, les invasions acridiennes frappent régulièrement le pays, elles détruisent les cultures et accentuent la crise alimentaire. Ces dernières années, les invasions acridiennes manquent de traitement, ce qui a aggravé la crise acridienne en 2013. Selon la FAO (2013), il importe de déclencher trois campagnes antiacridiennes successives (2013-2016) vu l'abondance et l'extension géographique de l'invasion acridienne.

La production rizicole ne parvient pas à répondre à la consommation nationale et l'accroissement des produits vivriers ne suit pas le rythme de la croissance démographique. En effet, le pays est contraint de recourir aux importations. La production de paddy passait de 3 400 000 tonnes en 2005 à 3 914 168 tonnes en 2008 (INTAT, 2010). En 2008, Madagascar a importé 157 302 tonnes de riz².

2.2 Lenteur du développement de l'agro-industrie

À Madagascar, l'agro-industrie se développe très lentement. Elle concerne la conserverie (Lecofruit, CODAL, BONGOU), le jus de fruit et confiture (CODAL, Mélodie GAM), la brasserie (Star), les produits laitiers (Socolait, multiples fromageries), la chocolaterie-biscuiterie-confiserie (JB, Socobis, Robert), le café (Taf, Salone), la fabrication de tabac (Royal Tobacco), la sucrerie (SIRAMA et SUCOMA), la minoterie (Kobama), les épices, les huiles essentielles, la production de coton fibre et de filature (Cotona, SOMACOU), les produits halieutiques. L'agro-industrie est peu dynamique, elle affiche même un recul. Le volume d'emplois dans cette branche est très limité. Le niveau d'intégration dans cette branche reste très faible, il s'explique par une faiblesse de l'offre non seulement au niveau du marché local mais aussi de l'exportation. Par ailleurs, certaines agro-industries confrontent des difficultés, certaines se voient en profonde restructuration (sucre) et certaines sont en voie de disparition (coton fibre). Néanmoins, la « Fabrication de produits alimentaires » et « l'Industrie de boissons » occupent une place importante dans l'agencement de la structure du secteur industriel malgache. La « Fabrication de produits alimentaires » constitue 19,61% du secteur secondaire, 12,52% pour l'« Industrie de boissons » (INSTAT, 2010). Par rapport à l'année 2008, chacun de ces deux secteurs ont enregistré une baisse de leur production, respectivement de -10,1% et de -8,8% (INSTAT, 2010).

Le secteur industriel malgache se trouve dans une situation de stagnation. Il n'arrive ni à développer la gamme de produits que Madagascar exporte ni à satisfaire les besoins de la population locale. Cette dernière tend à acheter plus des produits manufacturés à l'étranger. 36% des industries sont en dégradation, 30% en situation de stagnation, le quart des industries seulement réalisent une croissance (Banque Mondiale, 2009).

² www.instat.mg consulté le janvier 2014

Madagascar dispose des potentialités agricoles énormes. L'essentiel des industries transforment les produits agricoles. Nombreux sont les obstacles entravant l'expansion du secteur industriel, notamment la branche agroalimentaire. Ces industries souffrent des coûts élevés des facteurs de production, de l'insuffisance des intrants locaux tant en qualité qu'en quantité, de carence en ressources technologiques, de déficience en ressources énergétiques, de lacunes en ressources humaines. C'est la raison pour laquelle le secteur industriel malgache reste fragile et n'est pas très compétitif.

2.3 L'insécurité alimentaire

Etant donné un pays à vocation agricole, la sous-alimentation et la malnutrition frappent depuis de nombreuses années la population malgache. Environ un quart de la population est sous-alimentée (contre environ un cinquième dans les années 1990) (UNICEF, 2010). Plus de 2/3 des enfants souffrent de malnutrition chronique et grave et 50% des enfants présentent des retards de croissance (Banque mondiale, 2013).

Le niveau de l'insécurité alimentaire et du taux de malnutrition s'avèrent alarmants. La malnutrition atteint 14,5 %. Près de la moitié des ménages (47,9%) sont vulnérables à l'insécurité alimentaire (UNICEF, 2010). D'une manière générale, la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de cinq ans est de 5,4% (UNICEF, 2010).

Près de la moitié (47%) des petits agriculteurs sont affectés par l'insécurité alimentaire et seulement 5% sont en situation de sécurité alimentaire (UNICEF, 2010).

Les résultats du score de la consommation alimentaire ou SCA au niveau national expliquent également l'aggravation de la situation alimentaire malgache. Ces scores montrent que 3,9% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, 23,1% limite et 73% ont une consommation alimentaire acceptable (FAO, 2013).

Au niveau régional, les résultats du SCA indiquent que le Sud, Sud-ouest et Sud-est du pays font partie des régions ayant les pourcentages de ménages à consommation pauvre les plus élevés. Le cas de l'Androy s'avère critique car 25% des ménages figurent dans cette catégorie (FAO, 2013). Le Sud est la zone la plus concernée par l'insécurité alimentaire. 68% des ménages dans le sud sont touchés par l'insécurité alimentaire (UNICEF, 2010).

Son climat sec et aride provoque la faible performance du secteur agricole, d'ailleurs le système de production traditionnel de subsistance prédomine. De plus, durant les périodes de soudure, cette situation s'intensifie en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages et de l'insuffisance de produits vivriers. Quant aux grandes zones urbaines, une malnutrition chronique, combinée à une insécurité alimentaire permanente, des tensions politiques et sociales extrêmes caractérisent les quartiers populaires des villes.

Les défaillances relevées peuvent être réduites tout en agissant sur le facteur humain. En effet, la population malgache est constituée en grande partie par des paysans avec un niveau éducatif assez faible. Renforcer le système éducatif équivaut à développer le capital humain. Cette action rejoint la théorie de Schultz (1964) insistant sur le fait que la « transformation agricole » n'aura pas lieu sans l'amélioration du capital humain. La section suivante développe ce renforcement du système éducatif.

Section 3 : Education, renforcement du capital humain et développement

Etant donné la principale activité effectuée par la majeure partie de la population malgache, l'agriculture à Madagascar est confrontée à un problème de sous performance. Réduire les défaillances précédentes constitue un défi à relever. Ainsi, l'éducation joue un rôle majeur en vue de renforcer le capital humain et par la suite amorcer le développement.

3.1 Importance de l'éducation

La superficie économique moyenne exploitée est de 1,4 Ha au niveau national (INSTAT, 2011). 70% des ménages agricoles se concentrent dans la catégorie des petits exploitants agricoles, 23,3% des moyens exploitants agricoles et les grands exploitants agricoles ne sont qu'à 4,8% (INSTAT, 2011). La superficie économique moyenne exploitée est de 75,5 ares par ménage cultivateur de riz (INSTAT, 2011). 54,3% de la production de riz consistent à l'autoconsommation et 25,8%, sont destinés à la vente, soit un revenu de l'ordre de 153 000 Ar (INSTAT, 2011).

La capacité productive des agriculteurs malgaches demeure limitée. Elle résulte de la prédominance des méthodes traditionnelles et du faible niveau d'utilisation des facteurs de production (intrants améliorés et technologie avancée). Seuls les moyens et grands exploitants adoptent les nouvelles techniques comme le SRI (Système Riziculture Intensive) alors qu'ils ne constituent que près de 28% des exploitants (INSTAT, 2011).

79% des paysans à Madagascar utilisent une simple bêche comme principal outil de production. Seulement 2 personnes sur 1000 cultivateurs utilisent le tracteur et un sur 1 000 utilise le motoculteur³. Seulement 33 sur 100 agriculteurs possèdent la charrue, 28 sur 100 utilisent la herse et 14 sur 100 riziculteurs possèdent la sarceuse⁴. En effet, 37,7% des terres agricoles seulement sont les plus rentables (Banque Mondiale, 2009) et d'après la FAO (2009), la production agricole à Madagascar baisse de 15% par an.

Par ailleurs, la persistance des systèmes de culture traditionnelle cause en partie une déforestation accélérée, une surexploitation des ressources naturelles, une chute de la fertilité des sols, une extension des surfaces dégradées et une aggravation de la désertification.

L'augmentation durable de la productivité agricole impose des techniques culturales modernes. L'écart entre la moyenne des rendements réalisés par les agriculteurs et les rendements maximum atteignables dans des conditions expérimentales se trouve proche de 75% à Madagascar (contre 20% en Indonésie) (Banque mondiale, 2013).

La productivité est en baisse à cause de l'insuffisance du capital humain. Les agriculteurs pratiquent encore les méthodes traditionnelles du fait de la défaillance des connaissances et des technologies, mais également de l'insuffisance des formations. Les agriculteurs restent moins productifs puisque les producteurs ne disposent pas de compétence. 25% de la main d'œuvre agricole n'ont jamais passé à l'école et 65% ont quitté l'école au niveau primaire (Banque Mondiale, 2010). L'éducation exerce pourtant une influence sur la productivité.

Le niveau de revenu agricole est en corrélation positive avec le niveau d'instruction du chef de ménage, aussi bien en milieu rural qu'urbain. Les ménages agricoles les plus vulnérables, dont le niveau de revenu agricole s'avère relativement faible, sont ceux dirigés par les chefs les moins instruits. Le niveau moyen du revenu agricole par an est de 749 000 Ar/ménage pour les ménages les moins instruits contre 1 895 000 Ariary pour ceux dont le chef est de niveau « supérieur » (INSTAT, 2011). Le rapport est donc de plus 2,5 entre les deux montants (INSTAT, 2011).

³ French. News. Cn consulté le janvier 2014

⁴ French. News. Cn consulté le janvier 2014

En termes de superficie économique moyenne exploitée, le niveau du capital humain présente une corrélation positive avec la taille de l'exploitation. Les ménages dirigés par des chefs disposant un niveau d'instruction supérieur exploitent une superficie économique moyenne de 1,7Ha contre 1,3Ha pour ceux dont les chefs sont sans instruction (INSTAT, 2011). En effet, plus les chefs de ménages ont un niveau d'instruction élevé, plus les ménages ont tendance à exploiter des terres agricoles de plus en plus vastes. D'ailleurs, les ménages ayant des chefs « sans instruction » se concentrent plus au niveau de la catégorie des petits exploitants.

En effet, le niveau d'instruction du chef de ménage, le niveau de pauvreté du ménage et la superficie moyenne exploitée sont corrélés. Une faible superficie économique exploitée concerne surtout les ménages ayant des chefs sans instructions, et correspond à un niveau de pauvreté plus élevé. Une taille d'exploitation élevée est associée à un niveau d'instruction élevé du chef de ménage. Et ce dernier demeure riche. Le revenu agricole moyen s'élève à un peu moins de 3 000 000 Ariary pour les grandes exploitations, contre 653 000 Ariary pour les petites exploitations (INSTAT, 2011). Les ménages riches disposent des moyens financiers et humains nécessaires à une exploitation d'une grande envergure.

Les découverts techniques requièrent un niveau élevé d'éducation. Lorsque le niveau du stock de capital humain est élevé, la capacité d'innover est avancée. Ainsi, pour accélérer l'apprentissage à l'innovation, il faut avoir un niveau élevé de stock de capital humain, c'est-à-dire, une main d'œuvre qualifiée. Une bonne qualité de main d'œuvre engendre une croissance de la productivité agricole. Elle permet d'affranchir facilement les entraves dans l'adoption de nouvelles techniques de production, qui sont des facteurs générateurs de l'amélioration de la production agricole.

En outre, la mentalité conservatrice constitue un blocage pour les ruraux. Ils sont réticents à l'idée de changement. Par l'éducation, il n'est plus difficile d'imprégner la société rurale par des armées de changement. L'idée d'autosubsistance sera abandonnée. L'éducation permet le passage vers l'économie de marché.

Le développement de l'éducation en milieu rural facilite l'adoption des nouvelles technologies comme le SRI (Système Riziculture Intensive) et le SRA (Système Riziculture Améliorée). Mais, il est impératif de booster l'investissement dans le secteur agricole afin de renforcer le capital humain.

3.2 Renforcement du capital humain par l'intensification de la vulgarisation agricole et l'accès aux services agricoles et aux services financiers ruraux

A propos des intrants agricoles, l'utilisation des intrants améliorés est encore insuffisante. La capacité productive des agriculteurs malgaches demeure limitée à cause de la dominance des méthodes traditionnelles et du faible niveau d'utilisation des facteurs de production (intrants améliorés et technologie avancée). En Indonésie, 95% des surfaces rizicoles sont cultivées à l'aide de variétés modernes, contrairement à Madagascar, cette proportion n'est que de 20% seulement (Banque Mondiale, 2010).

La disponibilité des intrants améliorés, notamment les semences et les engrais doit augmenter. A Madagascar, cette disponibilité des intrants améliorés reste réduite et à des coûts élevés. Un sac de 50 kg d'engrais vaut 140 000 Ariary (Banque mondiale, 2010). C'est la raison pour laquelle l'utilisation des intrants améliorés à Madagascar est plus faible que celle en Indonésie, en raison de 5kg/ha par rapport à 290kg/ha (Banque mondiale, 2010). D'ailleurs, elle décroît au fil du temps (Banque mondiale, 2010).

Le problème se pose sur l'inexistence de ces intrants sur le marché rural et s'ils existent, ils sont chers. Il importe de ce fait de propager de façon intensive les intrants agricoles perfectionnés. Il est fondamental de faire un grand effort dans l'écoulement de ces intrants dans les quatre points du monde rural.

En outre, le manque de la vulgarisation reste un problème crucial. 50% des ménages en milieu rural ne bénéficient pas d'un agent vulgarisateur (Banque mondiale, 2010). La faible qualité du capital humain détermine la faiblesse de la productivité agricole du pays. Les agriculteurs devraient bénéficier des formations afin qu'ils apprennent l'utilisation des nouvelles méthodes et les intrants améliorés.

L'augmentation de la productivité en milieu rural se réalisera, en fait, s'il y a une augmentation des agents de vulgarisation pour former professionnellement les agriculteurs. Le système de vulgarisation et du perfectionnement tient une place essentielle en vue d'améliorer les connaissances et les informations reçues par les agriculteurs. L'objectif visé consiste à apprendre et renforcer la capacité des producteurs dans l'exploitation, la commercialisation et la gestion d'entreprises agroalimentaires.

Par ailleurs, dans la réalité, les paysans manquent énormément de moyen financier. La difficulté des paysans à produire davantage se pose sur l'insuffisance des actifs agricoles. Sans argent, ils ne peuvent pas se procurer des intrants. L'utilisation des crédits pour le financement de la production s'avère faible du fait de l'absence d'une demande solvable et de la défaillance de l'offre des services financiers. Les institutions financières n'existent guère en milieu rural. Seulement 10% des ménages ruraux profitent des prêts pour les activités agricoles (Banque mondiale, 2010). La plupart des agriculteurs ne disposent pas des connaissances et des compétences pour accéder au financement bancaire. D'ailleurs, les producteurs dotés des connaissances semblent non solvables et risqués pour les banques à cause de la garantie non convenable aux offres. En effet, le taux de pénétration du marché des institutions financières en milieu rural est de 20% (Banque mondiale, 2010). D'ailleurs, les paysans se montrent réticents à recourir aux emprunts du fait de niveau trop élevé du taux d'intérêt. Ce taux s'élève entre 15% à 20% (Banque mondiale, 2010).

Il importe ainsi d'encourager l'implantation de la microfinance dans les zones rurales. Les agriculteurs disposeront davantage de possibilités de développer leur activité avec plus de possibilités financières.

Le problème du titre foncier et du cadastre foncier constitue des problèmes qui persistent à Madagascar. Le tableau suivant représente la proportion de ménages ayant connu des problèmes fonciers dans leur localité en 2005. Ce tableau montre qu'environ 20% de la population présentent des problèmes sur le titrage foncier et cadastrage.

Tableau 5 : Proportion de ménages ayant connu des problèmes fonciers dans leur localité (en %)

	Urbain	Rural	ensemble
Analamanga	12,1	12,5	12,3
Vakinankaratra	14,3	12,1	12,6
Itasy	16,8	11,2	11,9
Bongolava	35,3	21,1	24,2
Mahatsiatra Ambony	46,6	24,5	28,6
Amoron'i Mania	37,8	35,4	35,7
Vatovavy Fitovinany	26,9	34,1	33,1
Ihorombe	19,2	17,8	18,3
Atsimo Atsinanana	10,1	2,8	3,8
Antsinanana	26,7	29,2	28,6
Analanjirifo	40,1	40,7	40,6
Alaotra Mangoro	28,7	26,7	27,0
Boeny	37,2	36,2	36,6
Sofia	7,0	6,5	6,5
Betsiboka	53,4	41,6	45,0
Melaky	21,2	10,3	14,8
Atsimo Andrefana	10,8	19,0	17,3
Androy	12,4	6,0	7,6
Anosy	29,9	25,8	26,5
Menabe	11,5	6,0	7,1
Diana	9,4	20,1	17,3
Sava	27,8	15,0	16,2
Ensemble	21,2	20,2	20,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La sécurité foncière constitue un outil d'incitation aux initiatives privées. La possession d'un droit de propriété assure une protection réelle des droits d'occupation et d'usage pour le propriétaire. La sécurité foncière a des effets évidents sur les pauvres des campagnes, puisque leur subsistance dépend en grande partie du contrôle qu'ils exercent sur les terres et de la production qu'ils en tirent. Le niveau de connaissance empêche les paysans de régulariser leur situation au niveau foncier.

3.3 La construction et la réhabilitation des infrastructures rurales, et le développement des marchés agricoles comme mesures complémentaires pour renforcer le capital humain

Madagascar dispose des infrastructures de production (les infrastructures hydro-agricoles, les aires de séchage et les magasins de stockage) mais elles s'avèrent insuffisantes. Ces infrastructures sont désormais très vétustes et peu fonctionnelles, notamment les infrastructures hydro-agricoles. Ces infrastructures datent des années 1970 et 1980 et manquent d'entretien. Elles nécessitent chaque année des travaux de réhabilitation, de maintenance et d'entretien par l'Etat et par les Associations des usagers de l'eau (AUE). Mais depuis plusieurs années, ces travaux deviennent irréguliers, voire inexistantes. Le renforcement des compétences des paysans au niveau de la localité bénéficiaire serait une solution à adopter.

L'application de techniques avancées ou la culture du riz basée sur la maîtrise de l'eau pour l'obtention de meilleurs rendements se réduit. 15% de la population seulement ont accès à l'assainissement comme l'irrigation (Banque Mondiale, 2009). Ce qui contraint le développement du pays et de l'agriculture malgache. L'inexistence de l'électrification constitue également un problème contraignant le développement. Les techniques de production moderne qui améliorent la productivité nécessitent de l'énergie électrique. Pourtant, seulement 20,3% de la population ont accès à l'électricité (Banque Mondiale, 2010).

En outre, l'absence des infrastructures de stockage des récoltes constitue une contrainte pour les agriculteurs. La majorité des agriculteurs ne disposent pas des moyens de stockage des grains. Ils sont, de ce fait, contraints d'écouler leur production, à bas prix, le plus vite possible après la récolte s'ils ne veulent pas des pertes provoquées par la mauvaise conservation des récoltes (insectes, rongeurs et maladies). Plus tard, ils sont obligés d'acheter les grains à semer même s'ils s'avèrent chers. Ainsi, l'installation des infrastructures de stockage permet aux agriculteurs non seulement de stocker les produits vivriers pour les ménages, mais aussi de gérer efficacement les produits destinés à la vente en profitant les prix du marché.

Pour que l'agriculture contribue au développement, la sous performance des marchés agricoles devrait être surmonté. 40% seulement des produits provenant des exploitations sont destinés à la vente (Banque mondiale, 2010). Les paysans rencontrent des difficultés dans la commercialisation de ces produits du fait du désenclavement de la zone rurale.

La mauvaise performance des marchés agricoles résulte de la défaillance de l'infrastructure commerciale et du mauvais climat des affaires. L'absence des infrastructures, surtout les infrastructures routières, ne favorisent non seulement la commercialisation mais aussi le développement des réseaux des paysans favorisant le renforcement de leur capital humain. D'où la difficulté d'écouler les produits sur le marché. Plusieurs régions se trouvent isolées à cause du mauvais état de la route. L'Indice d'Accès Rural pour Madagascar reste faible en raison de 2,4% (Banque Mondiale, 2010). En outre, le réseau ferroviaire et portuaire demeure très limité. Cette situation implique un coût élevé des produits et l'achat des collecteurs à bas prix de ces produits. La moyenne du coût de transport du Fokontany vers la capitale du district est de 5 000 Ariary (UNICEF, 2010).

L'agriculture commerciale impose l'existence d'un réseau de transport meilleur depuis la production jusqu'aux marchés. Des zones de productions agricoles, telles que le lac Alaotra et l'Andapa, ont des difficultés de transport des récoltes à cause de la mauvaise qualité du réseau routier qui relie ces zones avec les marchés potentiels comme Antananarivo.

A propos des agro-industries dans le milieu urbain, elles supportent également la même difficulté que l'agriculture. L'approvisionnement en matières premières devient couteux du fait du mauvais état de la route. L'entretien des routes reliant les zones de production et les villes méritent une considération. Les enjeux concernent la progression des marchés agricoles et la sécurité alimentaire dans ces villes.

Plus les facteurs de production utilisés sont performants, plus la productivité agricole s'accroît et les produits sont de bonne qualité. Ces derniers seront commercialisés au niveau national et international. Les produits qualifiés seront écoulés sur les marchés régionaux et ou internationaux. La reconquête de ces marchés s'opère non seulement à travers la promotion des produits malgaches mais également au maintien et l'amélioration de la compétitivité. Il faudrait donc renforcer le partenariat avec les diverses organisations internationales et régionales comme la COI (Commission de l'Océan Indien), le COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa). Madagascar est devenu membre du marché commun pour l'Afrique orientale et Australe en 1995. Le COMESA est pour l'instant un débouché mineur pour Madagascar.

Il importe également de multiplier les relations diplomatiques et commerciales avec les pays d'Afrique. Madagascar a signé le protocole sur le commerce de la SADC (Southern Africa Development Community) en 2005. Pour l'instant, les exportations malgaches vers l'Afrique du Sud demeurent faibles et sont concentrées sur le sisal, le girofle et les fruits. L'ouverture accrue des marchés régionaux et internationaux est une opportunité à saisir pour que Madagascar puisse augmenter sensiblement ses exportations, en particuliers de produits agricoles et agroalimentaires.

Le développement des marchés agricoles favorise l'intégration de nouvelles filières, permet la promotion et la professionnalisation des filières destinées à l'exportation. La progression des marchés agricoles accroît également la compétition entre les producteurs et entre les opérateurs exportateurs, et renforce le pouvoir de négociation des producteurs. Ce qui encourage le respect des normes de qualité et des exigences au niveau international, mais aussi la production en quantité nécessaire.

Conclusion du chapitre 3

L'agriculture malgache a un poids non négligeable dans le PIB. Elle procure également des devises à travers l'exportation des produits de rente tels que la vanille, le girofle. Madagascar exporte également des fruits et légumes mais à des quantités bien moindre. Cependant, l'agriculture malgache n'exerce pas un effet d'entraînement sur le reste de l'économie. La lenteur de développement des agro-industries explique ce fait. Par ailleurs, due à une faible productivité, l'agriculture n'assure pas la sécurité alimentaire de la population. Etant donné l'activité de la majeure partie de la population, l'insécurité alimentaire continue de sévir le pays.

Le secteur agricole se trouve dans une situation de sous performance. Cette situation réside en partie du manque de connaissance de la main d'œuvre agricole. De ce fait, l'amélioration du système éducatif joue un rôle prépondérant pour développer à la fois le niveau de compétence de la population paysanne et l'économie à travers l'agriculture. Dans cette optique, le renforcement du capital humain s'effectue à travers l'intensification de la vulgarisation agricole, l'accès au service financier agricole, la construction et réhabilitation des infrastructures rurales et le développement des marchés agricoles.

CONCLUSION GENERALE

Le secteur agricole tient une place prépondérante pour le développement de Madagascar. Au début de ce mémoire, l'hypothèse avancée est que l'agriculture est un moteur du développement. Le domaine d'analyse a été alors délimité dans le cadre de l'agriculture source de développement. Une revue de littérature a permis de faire un cadrage théorique de cette étude. Les revues bibliographiques consultées sont l'ouvrage de Mazoyer et Roudart (2002), de Quesnay (1756), Lewis (1954), Rostow (1962), Schultz (1964), Kuznets(1966), Bairoch (1992), et de Timmer (2009). Afin de pouvoir vérifier l'hypothèse, le cas de Madagascar est développé. Les informations recensées se concentrent sur la politique de l'agriculture et de développement du pays. Ainsi, une revue des politiques agricoles depuis l'indépendance ont été apportées : les stratégies et la mise en œuvre, et les impacts sur le monde rural et le développement. Les données de la Banque Mondiale, du MAEP, nous ont montré les impacts de ces politiques. Enfin, une analyse de la contribution du système éducatif malgache au développement a été apportée. Cette analyse s'appuie sur les données provenant de la Banque Mondiale, l'UNICEF, de l'INSTAT, de la FAO.

L'agriculture présente des enjeux sur la nourriture des être vivants, la performance économique et la stabilité de l'environnement. Les physiocrates présentent l'agriculture comme la seule et l'unique activité source de richesse d'une nation à travers le « produit net » qu'elle engendre. Rostow (1962), en tant que théoricien du développement présente le développement comme un processus historique qui passe par cinq étapes : la société traditionnelle agricole, les conditions préalables au démarrage et le décollage du développement, la marche vers la maturité et la consommation de masse. Des secteurs moteurs tiennent un rôle privilégié aux différentes étapes. Le dualisme entre le secteur traditionnel et le secteur moderne s'aperçoit dans l'étape de démarrage. La fin de la dualité sectorielle caractérise l'économie développée. Il existe des liens entre l'agriculture et le développement. Pour Schultz (1964), la transformation agricole améliore la productivité agricole. Cette transformation s'effectue à travers la vulgarisation agricole et le renforcement du capital humain. L'agriculture exerce un effet d'entraînement sur l'économie. L'agriculture, tout en vendant ses produits à l'industrie achète également à l'industrie. Les échanges, achats et ventes, entre le secteur agricole et autres secteurs de l'économie influent sur le développement. Bairoch (1992) présente cet effet d'entraînement à travers les incidences de la révolution agricole en occident. Selon lui, la révolution industrielle est poussée par le progrès de l'agriculture.

La croissance de la productivité agricole a suscité au développement des activités non agricoles telles que l'industrie textile et l'industrie sidérurgique. Selon Timmer (2009), l'agriculture offre des potentialités de croissance réelle pour les pays les moins avancés. Cette croissance reste essentielle pour accompagner la transition structurelle. Timmer (2009) défend l'insertion d'une politique agricole dans la stratégie de développement.

Une multitude de politiques agricoles est mise en œuvre à Madagascar pour amorcer le développement. Chacune de ces politiques présente une spécificité du fait de la variation des objectifs globaux à chaque politique adoptée. Les procédés adoptés par les autorités consistent en l'extension des surfaces cultivées, la vulgarisation agricole, l'intensification de la production à travers l'essai de modernisation, la responsabilisation des paysans. Ces procédés ont été faits les uns après les autres ou simultanément dans le but de consolider les politiques déjà entreprises et d'améliorer celles en cours. En dépit de ces diverses réformes, les paysans restent pauvres.

Pendant la première république, une hausse de la production a été constatée. Toutefois, la question d'équité et de redistribution n'est pas considérée. La population s'appauvissait. Durant le socialisme, l'Etat n'a pas laissé aucun élan à l'initiative privée. Les conditions de vie de la population s'étaient dégradées. Depuis le PAS, le pays connaît un retard en termes de développement. Il s'explique en partie par une défaillance politique en matière d'éducation.

Sachant les enjeux de la fonction de l'agriculture dans l'amorce du développement, une analyse de la contribution du système éducatif a été effectuée. Cette analyse met en exergue le rôle important de l'éducation comme élément majeur de toute politique de développement.

Pour améliorer le secteur agricole malgache afin qu'il puisse favoriser le développement, il importe d'améliorer la productivité. Pour cela, comme il a été vu dans le dernier chapitre, d'une part l'amélioration de la productivité passe par l'innovation et l'utilisation des technologies modernes. L'amélioration de la productivité impose l'éducation, le renforcement du capital humain. Ce dernier nécessite un effort en matière de la vulgarisation agricole et l'intensification de l'investissement dans le secteur agricole.

Des mesures complémentaires telles que la construction et la réhabilitation des infrastructures rurales ainsi que le développement du marché agricole, font partie des actions à entreprendre pour renforcer le capital humain de la population paysanne.

Ces solutions ne peuvent prétendre être exhaustives mais peuvent être considérées du fait que l'exploitation agricole nécessite une modernisation. Elles peuvent constituer les clefs du développement économique et social.

Ce mémoire a permis de saisir la place de l'agriculture dans la pensée économique et le développement. Il a permis de comprendre la relation entre l'agriculture et le développement. L'agriculture constitue un moteur du développement. La qualité du capital humain y joue un rôle fondamental. Pour la grande île, le renforcement du capital humain doit constituer une priorité.

La lutte contre la pauvreté et la misère surtout dans les zones rurales admet l'insertion d'une véritable politique agricole contextualisée dans une stratégie de développement.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAIROCH P., 1992, *Le tiers monde dans l'impasse*, Paris, Gallimard.
- BANQUE MONDIALE, 1994, *Madagascar : document de stratégie agricole*, Antananarivo (Madagascar).
- BANQUE MONDIALE, 1998, *Rapport économique et financier*, Antananarivo (Madagascar).
- BANQUE MONDIALE, 2010, *Madagascar : Vers un agenda de relance économique*, Antananarivo (Madagascar).
- BANQUE MONDIALE, 2013, *MADAGASCAR : Pour un dialogue sur les enjeux de développement*, Antananarivo (Madagascar).
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INSTAT), 2010, *Situation économique au 1er Janvier*, Instat, Antananarivo (Madagascar).
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INSTAT), 2011, *Enquête périodique auprès des ménages 2010*, Instat, Antananarivo (Madagascar).
- KUZNETS S., 1966, *Modern Economic Growth*, New Haven, Yale University Press.
- LEWIS A. W., 1954, « Economic Development with unlimited supplies of labour », The Manchester School of Economic and Social Studies, mai, p139-191.
- MAZOYER M. et ROUDART L., 2002, *Histoire des agricultures du monde*, Editions Seuil, Paris.
- MINISTERE DE FINANCE ET DE L'ECONOMIE (MFE), 2000, *Tableau de bord social : appui à la mise en place d'un système national intégré de suivi de la pauvreté*, Antananarivo (Madagascar).
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE DEVELOPPEMENT RURAL(MADR), 1995, *Le système national de vulgarisation agricole à Madagascar*, Antananarivo (Madagascar).
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MADR), 1986, *Rapport d'évaluation de l'OPR*, Antananarivo (Madagascar).
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE (MAEP), 2005, *Programme National de Développement Rural*, Antananarivo (Madagascar).

- MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE (MAEP), 2009, *Rapport national sur l'état des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*, Antananarivo (Madagascar).
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE(MAEP), 2008, *Étude sur la formation agricole à Madagascar: état des lieux et plan d'action*, Antananarivo (Madagascar).
- MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET (MEFB), 2003, *Rapport économique et financier 2001-2002*, Antananarivo (Madagascar).
- MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MECI), 2008, *Rapport de progrès de la mise en œuvre du MAP année 2007*, Antananarivo (Madagascar).
- MINISTERE DE LA PRODUCTION ET PATRIMOINE FINANCIER (MPPF), 1990, *Bilan du plan de développement agricole*, Antananarivo (Madagascar).
- FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION (FAO), 2013, *Mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar*, Antananarivo (Madagascar).
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD), 2013, *L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*, Editions Communications Development Incorporated, Washington DC.
- QUESNAY. F., 1766, « Analyse de la formule arithmétique du Tableau Economique de la distribution des dépenses annuelles d'une Nation agricole », Réédition chez Calmann-Lévy, 1969.
- RANDRIANARISOA J. C., RANDRIANARISOA L.; MINTEN B., 2003, *Agriculture, pauvreté rurale et politiques économique à Madagascar*, Antananarivo (Madagascar).
- ROSTOW W., 1962, *Les étapes de la croissance économique*. Editions Seuil, Paris.
- SCHULTZ T.W., 1964, *Transforming Traditionnal Agriculture*, New Haven, Yale University Press.
- TIMMER P., 2009, *A World without Agriculture. The Structural Transformation in Historical Perspective*, The American Enterprise Institute, Washington D.C.
- UNITED NATIONS EDUCATIONAL SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION (UNICEF), 2010, *Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, et de la Vulnérabilité (CFSVA+N) MADAGASCAR*, Antananarivo (Madagascar).

ANNEXES

ANNEXE1: Evolution de la production des principaux produits entre 2005 et 2009

(Unité : Tonne)

Produit	2005	2006	2007	2008	2009
Paddy	3 400 000	3 485 000	2 595 790	3 914 168	4 540 435
Manioc frais	2 144 341	2 358 775	3 017 317	3 044 473	3 047 517
Canne à sucre	2 446 259	2 690 885	540 950	545 819	550 731
Haricot grain sec	76 806	84 486	79 597	80 314	81 037
Mais grain sec	339 363	373 300	399 383	402 978	491 633
Patate douce	536 361	589 997	894 436	902 486	910 609
Pomme de terre	271 004	298 104	218 399	220 365	222 348
Pois de Cap	8 230	9 053	17 484	17 642	17 800

Source : INSTAT (2010)

ANNEXE2: Revenu agricole annuel moyen d'un ménage cultivateur selon le niveau d'instruction du chef de ménage, et par milieu de résidence

Unité : en millier d'Ariary

Niveau d'instruction du chef de ménage	Urbain	Rural	Ensemble
Sans instruction	792	743	749
Primaire	817	988	963
Secondaire	898	1 059	1 030
Supérieur	1 044	2 286	1 895
Ensemble	831	923	910

Source : INSTAT (2011)

ANNEXE3 : Superficie économique moyenne et répartition des ménages agricoles selon la taille de l'exploitation, et selon le niveau d'instruction du chef de ménage

Niveau d'instruction du chef de ménage	Superficie économique moyenne en Ha	Répartition selon la taille de l'exploitation en%			
		Petit exploitant agricole	Moyen exploitant Agricole	Grand exploitant agricole	Total
Sans instruction	1,3	72,9	23,3	3,8	100,0
Primaire	1,3	72,1	23,0	4,9	100,0
Secondaire	1,6	69,5	23,9	6,7	100,0
Supérieur	1,7	63,5	26,9	9,7	100,0
Ensemble	1,4	71,9	23,3	4,8	100,0

Source : INSTAT (2011)

ANNEXE4 : Revenu agricole annuel moyen d'un ménage cultivateur par taille d'exploitation, et par milieu de résidence

Unité : en millier d'Ariary

Taille de l'exploitation	Urbain	Rural	Ensemble
Petit exploitant agricole	601	661	653
Moyen exploitant agricole	1 256	1 287	1 283
Grand exploitant agricole	2 543	3 032	2 965
Ensemble	831	923	910

Source : INSTAT (2011)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE1 : APPROCHE THEORIQUE SUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT.....	5
Section 1 : La physiocratie : l'agriculture comme seule source de richesse	7
1.1. Le passage d'une agriculture de survie à une agriculture industrielle mercantile.....	7
1.2. La place de l'agriculture dans la pensée économique	9
Section2 : Théories sur le développement.....	11
2.1. Les étapes de la croissance économique de Rostow (1962).....	11
2. 2. Le dualisme de Lewis (1954).....	12
Section3 : Les liens entre l'agriculture et le développement.....	14
3.1. La transformation agricole de Schultz (1964).....	15
3. 2. L'agriculture et son effet d'entraînement sur l'économie	16
3. 3. La révolution agricole : moteur premier de la révolution industrielle	18
3.4. La transition structurelle de Timmer (2009)	22
CHAPITRE2 : POLITIQUES DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR	24
Section1 : Politique de promotion des rizicultures durant la première République.....	26
Section 2 : Politiques agricoles durant la deuxième république.....	27
2.1. La politique agricole révolutionnaire depuis 1975.....	28
2.2. Plan du développement agricole dans le cadre de l'ajustement structurel (1984 à 1990).....	30
Section 3 : Politiques durant la troisième république.....	32
3.1. Plan de développement Rural durant la période 1994 – 2000.....	32
3.2. Programme National pour le Développement Rural (PNDR) en 2005.....	37
3.3 La politique agricole dans le cadre du MAP	39

CHAPITRE 3 : ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	45
Section1 : Les contributions de l’agriculture malgache à l’économie (PIB et devises) et aux ménages	46
1.1 Un apport non négligeable du secteur agricole au PIB	46
1.2 Les exportations agricoles, sources de devises	47
1.3 Agriculture, principale source de revenu des ménages.....	48
Section 2 : Les défaillances de l’agriculture malgache : la faible productivité, la lenteur du développement de l’agro-industrie, une insécurité alimentaire.....	49
2.1 Niveau de productivité et de la production agricole faible	49
2.2 Lenteur du développement de l’agro-industrie	50
2.3 L’insécurité alimentaire.....	51
Section 3 : Education, renforcement du capital humain et développement	52
3.1 Importance de l’éducation	52
3.2 Renforcement du capital humain par l’intensification de la vulgarisation agricole et l’accès aux services agricoles et aux services financiers ruraux	55
3.3 La construction et la réhabilitation des infrastructures rurales, et le développement des marchés agricoles comme mesures complémentaires pour renforcer le capital humain	58
CONCLUSION GENERALE	61
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	64
ANNEXES	66
ANNEXE1: Evolution de la production des principaux produits entre 2005 et 2009 (Unité : Tonne)	66
ANNEXE2: Revenu agricole annuel moyen d’un ménage cultivateur selon le niveau d’instruction du chef de ménage, et par milieu de résidence	66
ANNEXE3 : Superficie économique moyenne et répartition des ménages agricoles selon la taille de l’exploitation, et selon le niveau d’instruction du chef de ménage	67
ANNEXE4 : Revenu agricole annuel moyen d’un ménage cultivateur par taille d’exploitation, et par milieu de résidence	67

Nom : ANDRIAMANDROSO

Prénoms: Haingo Tiana

Titre: Exploitation agricole au service du développement- Cas de Madagascar

Nombre de pages : 67

Tableau : 05

Annexe : 04

Résumé

Madagascar est depuis toujours considéré comme l'un des pays à vocation agricole. L'agriculture joue un rôle prépondérant dans le développement de la grande île. C'est ainsi que Madagascar a établi une succession de politiques agricoles depuis son indépendance. Cependant le pays est toujours sous développé et la population rurale est toujours loin de produire proportionnellement à son nombre. L'échec de ces politiques agricoles malgaches s'explique en partie par la défaillance en matière d'éducation. Une bonne politique agricole se basant sur l'amélioration du système éducatif et le renforcement du capital humain joue un rôle prépondérant pour développer à la fois le niveau de compétence de la population paysanne et l'économie. Le renforcement du capital humain s'effectue à travers l'intensification de la vulgarisation agricole, l'accès au service financier agricole, la construction et réhabilitation des infrastructures rurales et le développement des marchés agricoles.

Mots clés : agriculture, politique agricole, développement, éducation, capital humain,

Encadreur : Monsieur RAKOTOVAO Andriananja Heriniaina

Adresse de l'auteur: Lot IIS43ETer Anjanahary, Antananarivo 101.

Contact : 0330922725

Email : andriamandrosoh@gmail.com